

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2035

22 août 2008

SOMMAIRE

Adcirculum	97670	Matrix German Portfolio No 1 Dusseldorf S.à r.l.	97675
Alifinco S.A.	97644	Matrix La Gaude Investment S.à r.l.	97674
Amandalay S.A.	97677	Matrix St Etienne Propco S.à r.l.	97674
Arquinos AG	97634	Matsucom S.A.	97679
Assa Abloy Incentive 2006 Holding S.A.	97638	MGP Idaho S.à r.l.	97680
ASSENAGON II Commodity Diversified	97670	MGP Mahuta S.à r.l.	97680
ASSETS Generation Fund	97668	MGP Twist S.à r.l.	97679
Aurora Multistrategy	97669	Newgate Alternative Investment Funds	97643
Begonia S.A. Holding	97636	Poya Investissements S.A.	97678
BOC Frankfurt GP S.à r.l.	97671	PPCP II Co-Investment S.à r.l.	97678
Citylux S.A.	97638	Remapa Holding S.A.	97634
CS Nordic Retail No.1 S.A.	97672	Richemont S.A.	97639
Domino Finance S.A.	97643	Russian Mortgage Backed Securities 2006-1 S.A.	97679
EPF Frankfurt I S.à r.l.	97674	Sapphire Actipark 1 S.à r.l.	97676
EPF Fronhofer Galeria S.à r.l.	97672	Sapphire Lyon 1 S.à r.l.	97676
EPF Holdings 6 S.à r.l.	97671	Saran S.A.	97636
EPF Specks Hof S.à r.l.	97671	Security Capital (EU) Management Holdings S.A.	97673
Finagra S.A.	97634	Skuld Re II S.A.	97680
Forchim S.A.H.	97635	Talltec Sistemas Group S.A.	97637
Friends Provident International Global Investment Portfolio	97677	Talltec Technologies Holdings S.A.	97637
Gardian S.A.	97671	Togna S.A.	97678
HBP Muelheim S.à r.l.	97675	VCH	97670
ING Multi-Strategies Fund III	97645	VCH	97644
Jack (Cologne 21) S. à.r.l.	97679	W & W International Funds	97668
Komaco International Holding S.A.	97637		
Logwin Service Luxemburg S.A.	97669		

Arquinos AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 52.754.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, le 25 septembre 2008 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 11 août 2008, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008104240/29/18.

Remapa Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 32.149.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2007 et affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008100423/655/16.

Finagra S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 24.500.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 17 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008103281/755/19.

Forchim S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 6.398.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 23 juillet 2008 n'ayant pas été régulièrement constituée et n'ayant donc pas pu délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 8 septembre 2008 à 14.30 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007.
2. Modification du premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit: "Il existe une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "FORCHIM S.A., société de gestion de patrimoine familial".
3. Modification de l'article 2 des statuts de la société comme suit: "La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF")."
4. Ajout d'un nouvel alinéa à l'article 3 des statuts: "La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:
 - a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
 - b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
 - c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.
5. Modification de l'article 4 des statuts de la société comme suit: "La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive."
6. Modification de l'article 5 des statuts de la société comme suit: "Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration. Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent. Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur. Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué. La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature."

7. Modification de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante: "La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout ou il n'y est pas dérogé par les présents statuts".
8. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2008089306/1017/70.

Saran S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 17.623.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 4 septembre 2008 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social pour soumettre la société à la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial («SPF»).
2. Changement de la dénomination de la société en «SARAN S.A., SPF».
3. Adaptation afférente de l'article 4 des statuts de la Société relatif à l'objet pour lui donner la teneur suivante:
«La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.
Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»
4. Ajout d'un alinéa à l'article 5
«Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF.»
Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008097811/755/39.

Begonia S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 29.307.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 8 septembre 2008 à 14.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 31 juillet 2008, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008095941/29/18.

Talltec Sistemas Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 65.263.

—

Les actionnaires de la société anonyme Talltec Sistemas Group S.A. sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} septembre 2008 à 9.30 heures, au 16, avenue de la porte neuve, L-2227 Luxembourg, 3^{ème} étage.

Ordre du jour:

1. Décision quant aux mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Changement du siège social à l'intérieur d'une même commune.
3. Divers.

Les actionnaires qui souhaitent obtenir des informations ou obtenir un formulaire de procuration afin de se faire représenter peuvent s'adresser par fax ou courrier à la société comme suit: Talltec Sistemas Group S.A., 16, avenue de la Porte neuve, BP 430, L-2014 Luxembourg, Fax 00352 47 23 81.

Pour le Conseil d'administration

AGIR Luxembourg S.A

Domiciliaire

Référence de publication: 2008097856/6102/19.

Komaco International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 56.715.

—

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on the 1st of September 2008 at 10.00 a.m. at the registered office with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of June 30, 2007.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Sundry.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2008099746/29/17.

Talltec Technologies Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 67.543.

—

Les actionnaires de la société anonyme holding Talltec Technologies Holdings S.A. sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} septembre 2008 à 10.00 heures au 16, avenue de la porte neuve, L-2227 Luxembourg, 3^{ème} étage.

Ordre du jour:

1. Décision quant aux mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Changement du siège social à l'intérieur d'une même commune.
3. Examen de la situation financière de la société.
4. Décision de vente des actifs de la société, dont les brevets, à un tiers intéressé.
5. Divers.

Les actionnaires qui souhaitent obtenir des informations ou obtenir un formulaire de procuration afin de se faire représenter peuvent s'adresser par fax ou courrier à la société comme suit: Talltec Technologies Holdings S.A., 16, avenue de la Porte neuve, B.P. 430, L-2014 Luxembourg, Fax 00352 47 23 81.

Pour le Conseil d'Administration

AGIR Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2008097857/6102/21.

Assa Abloy Incentive 2006 Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 117.094.

The shareholders are cordially requested to assist to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders which will be held in an extraordinary manner on the 29 of August 2008 at 16.00, at the registered office in Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

- a. Recording of the adjournment of the Annual General Meeting of the shareholders for the approval of the financial statements as of December 31st, 2007;
- b. Approval of the report of the Board of Directors and of the Statutory Auditor;
- c. Approval of the Balance Sheet and Profit and Loss account;
- d. Approval of the Allocation of the results as of December 31st, 2007;
- e. Discharge to the Directors and Statutory Auditor;
- f. Statutory appointments;
- g. Miscellaneous.

Mr Claude Schmitz

Director C

Référence de publication: 2008098551/45/21.

Citylux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 24.691.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1^{er} septembre 2008 à 16.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30.06.2008;
- Affectation du résultat au 30.06.2008;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099039/18.

Richemont S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 16.576.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders and of the participation certificate holders (the "Meeting") of Richemont S.A. (the "Company") will be held on 1 September 2008 at 2 p.m. at Hotel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg to consider the following agenda:

Agenda:

Resolution 1:

A.

(i) The cancellation of all of the one million nine hundred and fourteen thousand (1,914,000) existing shares and reduction of the current issued share capital of the Company by an amount of two hundred fifteen million Euro (€ 215,000,000) against transfer to Compagnie Financière Richemont S.A. of the entire luxury business of the Company consisting in all 1,007,500 shares held by the Company in Richemont International S.A., a société anonyme established under the laws of Switzerland; 300,000 shares in Richemont Holding Services S.A., a société anonyme established under the laws of Luxembourg; 488,490,000 shares in Richemont Luxury Group S.A., a société anonyme established under the laws of Luxembourg; and 300,000 shares in Richemont Finance S.A. a société anonyme established under the laws of Luxembourg; having a book value of five billion one hundred seventy eight million seven hundred six thousand nine hundred and seventy six Euro (€ 5,178,706,976), with the simultaneous creation of a blocked reserve account of an amount of two hundred fifteen million Euro (€ 215,000,000) by transfer of the corresponding amount from the free reserves;

(ii) decision to simultaneously convert the Company into a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as a securitisation company under the law of March 22, 2004 on securitisation and to simultaneously convert the Participation Reserve of six hundred and forty five million Euro (€ 645,000,000) into capital and of the five hundred seventy-four million two hundred thousand (574,200,000) participation certificates into new Ordinary Shares;

(iii) decision to increase the capital by a further amount of one thousand one hundred and twenty three Euro (€1,123) against the issue of one thousand (1,000) Management Shares to Reinet Investments Managers S.A. (the "Manager");

(iv) the adoption by the Company of new articles of incorporation in the form set out in an information memorandum sent to the shareholders of, and published on the internet site of, Compagnie Financière Richemont S.A., including a new objects clause in the form set out below:

"Article 4 - Object

4.1. The Company's corporate purpose is securitisations and any activity ancillary or related thereto and/or provided for under and subject to the Luxembourg Law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law"), through the acquisition, holding and/or assumption, directly or through any other undertaking of any kind, of risks relating to claims, any other type of assets (including, without limitation, any kind of securities, loans, receivables, units, guarantees and other assets, including assets related to real estate) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties, collectively referred to herein as the "underlying assets."

4.2. The Company may issue, directly or indirectly through intermediary companies, any kind of securities of any form or nature whatsoever including, without limitation, shares, notes and debt instruments as well as options or warrants giving rights to shares, whose value, return or yield depend directly or indirectly on the risks relating to the underlying assets.

4.3. The Company may also borrow or raise funds in the form of loans or otherwise from any entity in order to fund or partly fund the acquisition, holding or assumption of underlying assets and/or to comply with any payment, distributions or other obligation it may have with respect to any of the Company's securities or under any agreement to be entered into in the context of a securitisation. The Company may proceed to any distribution of any kind and may proceed to Share buy backs to provide a return to shareholders. The Company may directly or indirectly fund any such distributions or buy back in any way including through the taking up of loans, the provision of security for any financing to the Company or direct or indirect subsidiaries or related entities, the issue of securities of any kind or otherwise.

4.4. The Company may sell, assign, re-acquire and dispose of any and all of the underlying assets through any means (including by means of sale, assignment, exchange, conversion, contribution or through derivative or swap transactions).

4.5. Within the context of securitisations, the Company may (directly or indirectly) (i) acquire, hold and dispose in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and/or foreign companies or other entities active in any sector (including real estate assets); (ii) acquire or assume risks by means of granting loans, guarantees, securities or other funding to Luxembourg and/or foreign entities; (iii) acquire by purchase, subscription, or in any other manner, as well as transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes, units and other securities or financial instruments of any kind and contracts on one or more instruments or related thereto; and (iv) always in the context of the securitisation of such risks provide any financial assistance to the undertakings forming part of such investments by providing without limitation guarantees or securities or loans in any form or subordinating its rights or enter into any undertaking or other agreement; (v) acquire and own, administer, develop and manage its portfolio (including, among others, the assets referred to in (i), (ii) and (iii) in this paragraph). The Company may further acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and any other entities.

4.6. The Company may grant any kind of security interests on its assets under any law to any investor, trustee, security trustee, security agent, fiduciary-representative, or any other person representing investors or any other party involved in the securitisation or any creditors of the Company or of any direct or indirect subsidiaries or related entities within the context of a securitisation or with whom the Company entered into agreements in connection with a securitisation in order to secure the payment or other obligations of the Company or of any of its direct or indirect subsidiaries or related entities under any security issued or agreement for the purpose of or in relation to the acquisition and securitisation of such assets. The Company may enter into any agreement or instruments (including, without limitation, derivatives) and may issue, sign, approve or ratify any document and may do and allow all things and acts which are necessary to prepare, carry out and wind up or are incidental to or in the context of, a securitisation.

4.7. The Company may assign, transfer or otherwise dispose of part or all of the underlying assets in such manner and for such compensation as the Manager or any person appointed for such purpose shall approve at such time. The Company may use all or part of any income or return from any of the underlying assets (including resulting from the sale thereof) to acquire other or further underlying assets (directly or indirectly) and may re-invest any amounts received in any manner it deems fit.

4.8. The Company may perform all commercial, technical and financial or other operations, which are directly or indirectly connected with or are necessary or useful to facilitate the accomplishment of its purpose (while however always remaining within the scope of the Luxembourg Securitisation Law). The Company may, from time to time, hold funds received from issuances of its Shares or of other securities in the Company pending investment by means of securitisation. In addition, the Company may retain certain funds not distributed in accordance with the terms of its dividend policy. The Manager may decide to allocate funds to an account, or a reserve account, established by the Company to hold at all time funds sufficient to cover the expenses and fees relating to the Company's activities as determined by the Manager. Such activities include, in particular, ongoing management expenses (including overhead), remuneration of the Manager, out-of-pocket expenses of the Manager, insurance fees and service fees. Reserve account funds will be distributed to shareholders in the Company if the Manager determines that incurrence of further short term operating costs or working capital expenditures is unlikely.

4.9. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank (the "Custodian"), which shall satisfy the requirements of the Securitisation Law. All liquid assets and securities owned by the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the Securitisation Law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, another eligible credit institution shall be immediately appointed as successor Custodian, such appointment to take place not more than two months following the withdrawal of the original Custodian."

(v) the adoption by the Company of a new name, "Reinet Investments S.C.A."

B. The subscription of 1,000 Management Shares by the Manager at a subscription price of twenty Euro (€20) per Management Share (payable in cash).

C. The determination of the date on which the actions referred to in items A and B above shall become effective, it being proposed that this is the date on which all conditions referred to hereafter shall have been met and on which the corresponding actions to be taken by Compagnie Financière Richemont S.A. (which include, among other things, the de-twinning of the shares in Compagnie Financière Richemont S.A. from the participation certificates of the Company) shall become effective and the instruction to the board of directors of the Company to acknowledge the taking of such action by Compagnie Financière Richemont S.A., to issue immediately thereupon the Management Shares to the Manager and to acknowledge that thereby all the changes to the Articles of Incorporation, including the conversion of the Company into a partnership limited by shares (société en commandite par actions), come into force and that at the time of such acknowledgment the directors cease to hold office and all management powers shall be exercised by the Manager as described in the Articles of Incorporation (as amended).

D. The reduction of the issued share capital of the Company, to occur after the conversion of the Company into a partnership limited by shares (société en commandite par actions) and the conversion of the existing participation cer-

tificates into Ordinary Shares by the cancellation of approximately 495,599,271 Ordinary Shares and the transfer by the Company to the then former holders of the Ordinary Shares so cancelled of 351,032,964 shares held by the Company in British American Tobacco p.l.c. ("BAT"), with power to the Manager to deal with any rounding as the Manager shall deem fair and reasonable. The cancellation of the Ordinary Shares in the Company shall be implemented (in compliance with the principles of the equal treatment of the holders of the Ordinary Shares) by the Manager and within a period of two months following the effective date referred to in item C above by taking the following steps:

- (i) announcing the proposed reduction of capital;
- (ii) determining the effective date of the reduction of capital, allocating the BAT shares to the persons entitled thereto and cancelling the corresponding Ordinary Shares of the Company in the Company's share register;
- (iii) debiting the capital account of the Company by the amount of the reduction of capital, creating a special reserve account equal to the accounting par of the Ordinary Shares so cancelled and debiting the balance of the book value of the BAT shares so distributed from all other reserves (excluding the special reserve account referred to above);
- (iv) determining consequently the final amount of the reduction of capital and the number of Ordinary Shares cancelled;
- (v) acknowledging the consequential amendments to the Articles of Incorporation and recording such amendments by notarial deed,
- (vi) generally taking any step, action or formality as appropriate or useful to implement this decision.

E. Decision to increase the share capital of the Company after the conversion of the Company into a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) and the conversion of the existing participation certificates into Ordinary Shares and on or around the date of the reduction of capital referred to in item D above, by the issue of 30,255,541 Ordinary Shares (such shares to rank *pari passu* with the Ordinary Shares of the Company existing at such date) and authorisation to the Manager to accept subscriptions for Ordinary Shares and to issue such Ordinary Shares at a price equal to the net asset value computed in accordance with the valuation principles laid down in the Articles of Incorporation to be adopted pursuant to item A of this resolution directly or indirectly to shareholders of Remgro Limited against the direct or indirect contribution of 21,430,000 shares in BAT.

F. Instruction to issue thereafter on behalf of the Company to all shareholders of the Company warrants (for every Ordinary Share held) entitling holders of such warrants to subscribe for additional Ordinary Shares in the Company at a ratio to be determined by the Manager subject to the approval of the Board of Overseers, whereby such Ordinary Shares shall be subscribed for by contributing a fixed number of shares in BAT or an equivalent contribution to be determined by the Manager in its sole and absolute discretion upon exercise of the warrants (the "Subscription Exchange Ratio") and to authorise the Manager to determine (i) with the approval of the Board of Overseers the Subscription Exchange Ratio which will be at a discount to the exchange ratio calculated by the theoretical share price of the Company ex-the subscription rights divided by the share price of BAT converted into Euro, (ii) all additional terms and conditions of such warrants and (iii) the procedure for the issue of the Ordinary Shares, including the removal of the preferential subscription rights provided by the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and to issue Ordinary Shares upon exercise of the warrants and receipt of the contribution referred to above.

G. Instruction to enter into an underwriting agreement in connection with the Ordinary Shares to be issued pursuant to the issue of warrants and issue, within two trading days on the Luxembourg Stock Exchange of the issue of Ordinary Shares pursuant to item F of additional Ordinary Shares, out of the authorised share capital of the Company with a minimum of 5,000,000 Ordinary Shares, to the underwriters or as they may direct if so requested by the underwriters whereby the issue of such Ordinary Shares shall be made against contribution in kind of shares in BAT or an equivalent contribution to be determined by the Manager in its sole and absolute discretion. The issue of additional Ordinary Shares will be at an exchange ratio determined by the Manager, which will be, at the time of determining the Subscription Exchange Ratio, calculated as the estimated net asset value per Ordinary Share after the issue of Ordinary Shares pursuant to item F above divided by the share price of BAT converted into Euro.

Resolution 2:

The election of a Board of Overseers to consist of a minimum of three persons, it being proposed that the following persons be elected as members of the Board of Overseers with effect from the effective date referred to in item C of Resolution 1 and until the holding of the ordinary general meeting of the shareholders of the Company to be held by 30 September 2009:

- Yves-Andre Istel
- Ruggero Magnoni
- Alan Quasha
- Jürgen Schrempf

Resolution 3:

Authorisation to be given to the Manager to from time to time purchase, acquire or receive, in the name of the Company, shares in the Company up to ten per cent (10%) of the issued share capital from time to time, over the stock exchange or in privately negotiated transactions or otherwise, and in the case of acquisitions for value, at a purchase price

being (A) no less than 80% of the lowest stock price over the 30 days preceding the date of the purchase and (B) no more than (i) the higher of 5% above the average market value of the Company's Ordinary Shares for the 5 business days prior to the day the purchase is made and (ii) a price higher than the higher of the price of the last independent trade and the highest current independent bid on the trading venues where the purchase is to be carried out and on such terms as shall be determined by the Manager, provided such purchase is in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915, as amended, and with applicable laws and regulations, such authorisation being granted for a period of 18 months.

Conditionality

These resolutions shall only become effective upon: (i) the resolutions set out in the notice (published on or about the same date as this notice) convening an extraordinary meeting of Compagnie Financière Richemont S.A. having been passed by the shareholders of Compagnie Financière Richemont S.A.; (ii) the board of directors of Compagnie Financière Richemont S.A. taking the necessary steps to de-twin the shares in Compagnie Financière Richemont S.A. from the participation certificates issued by the Company to enable the shares in Compagnie Financière Richemont S.A. to be traded separately from the participation certificates issued by the Company; (iii) the shares in Compagnie Financière Richemont S.A. being listed on the EU-Compatible segment of the SWX Swiss Exchange and traded on the EU-regulated segment of SWX Europe Limited; (iv) the ordinary shares of Reinet Investments S.C.A. being admitted to trading on the Luxembourg Stock Exchange; (v) the depositary receipts representing the ordinary shares of Reinet Investments S.C.A. being admitted to trading on the Johannesburg Stock Exchange; (vi) the depositary receipts representing the ordinary shares of Compagnie Financière Richemont S.A. being admitted to trading on the Johannesburg Stock Exchange; and (vii) the passing of the resolutions set out in the notice convening a meeting of the shareholders of Remgro Limited (published on or about the same date as this notice) by such shareholders or the waiver by Remgro Limited of such resolutions in accordance with their terms.

Voting

In accordance with article 67-1 of the law of the 10th of August 1915 on commercial companies, the Meeting will be quorate if persons representing 50 per cent of the outstanding ordinary shares and 50 per cent of the outstanding participation certificates are represented (either in person or by proxy). In accordance with the same article, Resolution 1 will be adopted if approved by two-thirds of the shares and two-thirds of the participation certificates present or represented at the Meeting, irrespective of the proportion of the outstanding shares and the participation certificates which are represented at the meeting. Resolutions 2 and 3 will be adopted if approved by a simple majority of the shares and a simple majority of the participation certificates present or represented at the Meeting, irrespective of the proportion of the outstanding shares and the participation certificates which are represented at the meeting.

If the first Meeting is not quorate, a second meeting will be convened for Wednesday 8 October 2008 at 2 p.m. to resolve on the same agenda. There are no quorum requirements for such reconvened meeting and Resolution 1 will be adopted if approved by a majority of two-thirds of the shares and two-thirds of the participation certificates represented at such reconvened meeting. Resolutions 2 and 3 will be adopted if approved by a simple majority of the shares and a simple majority of the participation certificates present or represented at the reconvened meeting. If a second meeting is required, an advertisement will be placed twice in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du Luxembourg, and the Luxembourger Wort and Tageblatt on or about Tuesday 2 September 2008 and on or about 18 September 2008 convening such meeting.

Cards for admission to the Meeting, together with proxy forms, may be obtained by Richemont unitholders, upon deposit of their Richemont unit certificates, from the offices of the following banks up to 27 August 2008:

- UBS AG
- Bank Vontobel AG
- Pictet et Cie
- Lombard, Odier, Darier, Hentsch & Cie

The Company will not issue admission cards itself.

Units so deposited will be blocked until the close of the Meeting.

Unitholders who hold their Units with a financial intermediary other than those listed above and who wish to attend the Meeting in person or appoint a proxy must instruct their financial intermediary with whom the Units are on deposit to (i) block their Units and (ii) send a blocking certificate (the "Blocking Certificate") to one of the relevant banks listed above in order to arrange for admission cards and voting forms.

The Blocking Certificate should indicate clearly the precise identity of the unitholder, the number of Units being blocked, the date from which such Units are being blocked, which must be no later than Friday 29 August, and a statement that the Units are deposited in the unitholder's name and shall be blocked by the financial intermediary until the close of the Meeting.

No admission cards will be issued on the day of the Meeting.

Participation certificate holders may appoint a proxy, who need not be a participation certificate holder. Forms of proxy are provided on the reverse of the admission cards and proxy voting instructions. Proxy voting instructions may be given to the Chairman of the Meeting and must be received by the Company duly completed, signed and dated by 27 August 2008.

Unless proxies given to the Chairman of the Meeting include explicit instructions as to the contrary, voting rights will be exercised in support of the proposals of the Board of Directors.

IN THE EVENT THAT A SECOND MEETING IS REQUIRED IN THE ABSENCE OF A QUORUM AT THE FIRST MEETING, UNITHOLDERS WILL BE REQUIRED TO BLOCK THEIR UNITS IN THE MANNER DESCRIBED ABOVE. THE DATE BY WHICH WITH THE UNITS MUST BE BLOCKED IN ORDER TO GAIN ATTENDANCE TO ANY SUCH SECOND MEETING WILL BE SET OUT IN THE NOTICE CONVENING SUCH SECOND MEETING.

The meeting will be held in English.

Luxembourg, 13 August 2008.

For the Board of Directors

Johann Rupert / Norbert Platt

Executive Chairman / Group Chief Executive Officer

Référence de publication: 2008099302/260/241.

Domino Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 87.900.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 1^{er} septembre 2008 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de M. Philippe TOUSSAINT de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Nomination de M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.
8. Reconduction de la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.
9. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099745/29/24.

Newgate Alternative Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 101.455.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of NEWGATE ALTERNATIVE INVESTMENT FUNDS (the "Company") will be held at the registered office of the Company in Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall, on 1 September 2008 at 11.00 a.m. Luxembourg time for the purpose of resolving the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet presented to the Board of Directors and of the profit and loss accounts for the business year as of December 31st, 2007.

3. Appropriation of the annual result.
4. Discharge of the Board of Directors.
5. Ratification of the co-optation of Mr. Eric Personne as member of the Board of Directors.
6. Appointment of the Members of the Board of Directors and election of the chairman of the Board of Directors until the termination of the annual general meeting of the year 2009.
7. Appointment of the Auditor until the termination of the annual general meeting of the year 2009.
8. Miscellaneous.

Resolutions on the agenda of the meeting will require no quorum and will be passed by the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting. Proxies are available at the registered office of the Company. In order to attend this meeting, holders of bearer shares have to deposit their shares at the latest on 22 August 2008 with LRI Landesbank Rheinland-Pfalz International S.A., 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2955 Luxembourg.

Luxembourg, as of August 2008.

NEWGATE ALTERNATIVE INVESTMENT FUNDS

The Board of Directors

Référence de publication: 2008099742/755/29.

Alifinco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 25.045.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 1^{er} septembre 2008 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Reconduction de MM. Gérard BIRCHEN, Sinan SAR et Jacques CLAEYS dans leur mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
7. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008099744/29/22.

VCH, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen VHC wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet ("Gesetz von 2002") und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaft Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 28. Juli 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxembourg, den 28. Juli 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008100245/1346/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT04810. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080118161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2008.

ING Multi-Strategies Fund III, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 140.720.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the thirty-first day of July.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem.

There appeared:

"ING ALTERNATIVE ASSET MANAGEMENT LLC", having its registered office at 230, Park Avenue, New York, NY 10169, USA.

Here represented by Mrs Josiane SCHROEDER, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares, a Company in the form of a "société anonyme" set up under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds," qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "ING MULTI-STRATEGIES FUND III" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any moment by resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any investments permitted by the law of 13th February 2007 relating to specialised investment funds (hereinafter referred to as, the "2007 Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall be at any time equal to the net assets of the Company as defined in article 23 hereof.

The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent in US Dollars of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) to be reached within a period of 12 months following the authorization of the Company.

Shares of the Company are restricted to well-informed investors/"investisseurs avertis" under the 2007 Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different Classes and each Class may be composed of different Categories, Sub-Categories or series and the proceeds of the issue of each Class, Category, Sub-Category and series of shares shall be invested, pursuant to article 3 hereof, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Class, Category, Sub-Category or series of shares. For each Class of shares, the Board shall establish a pool of assets constituting a "Sub-Fund" within the meaning of article 71 of the 2007 Law. Any reference to the Sub-Fund or Sub-Funds include a reference to its or their Categories, Sub-Categories and / or series if applicable.

The Board of Directors may create at any moment additional Sub-Funds, Categories, Sub-Categories or series provided the rights and duties of the shareholders of the existing Sub-Funds, Categories, Sub-Categories or series will not be modified by such creation.

The initial capital of the Company is of fifty five thousand US Dollars (55,000.- USD) fully paid, represented by fifty five (55) shares without par value.

The capital of the Company is denominated in USD.

The Board of Directors is authorised to issue further fully paid shares of any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series at any time, at a price based on the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series determined in accordance with article 23 hereof, without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may also accept subscriptions by means of contributing an existing portfolio, as provided for in the Law of August 10, 1915 as amended, provided that the securities of this portfolio comply with the investment objectives and restrictions of the Company for the Sub-Fund concerned. A valuation report, the cost of which is to be borne by the relevant investor, will be drawn up by the auditor according to article 26 - 1 (2) of the above-referred law.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD, and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 6. For each Sub-Fund, the Board of Directors will solely issue shares in registered form. The shareholder will receive a confirmation of his shareholding.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Company, receive title to the shares purchased by him.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders at their addresses in the register of shareholders.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by him and the amount paid on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that a registered shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the entitlement to a fraction of a share, the subscriber shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends on a pro rata basis.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the bare owners and usufructuaries vis-à-vis the Company. In event of joint ownership, unless the Board of Directors agrees otherwise, the person entitled to exercise such rights will be the person whose name appears first on the subscription form.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share confirmation, if any, has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share confirmation may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine.

On the issue of the new share confirmation, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share confirmation in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated or defaced share confirmations may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced confirmations shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share confirmation and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share confirmation.

Art. 8. The Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the judgment of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Company or the majority of its shareholders or any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series; if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, in particular if as a result thereof the Company would become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg including but without limitation tax laws (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Board of Directors may:

(i) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(iii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company and, the case being, of any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series; and

(iv) where it appears to the Board of Directors that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series as at the valuation day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice, all as determined in accordance with Article 23 (the "Valuation Day"), less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price. Upon service of the purchase notice as aforesaid, such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund, Category, Sub-Category or series that comprises the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the company in good faith.

"Prohibited Person", as used herein, does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause (iv) (1) hereabove shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Persons" mean any national or resident of the United States of America (including any corporation, partnership or other entity created or organized in or under the laws of the United States of America or any political subdivision thereof) or any estate or trust that is subject to United States federal income taxation regardless of the source of its income.

The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not an Eligible Investor, the Board of Directors may (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of

Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of the shareholders of the Company if the decisions to be taken are of interest for all the shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund, Category, Sub-Category or series of shares held by them. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one Sub-Fund, Category, Sub-Category or series or if the possibility exists of a conflict of interest between different Sub-Funds, Categories, Sub-Categories or series such decisions are to be taken by a General Meeting representing the shareholders of such Sub-Fund(s), Category(ies), Sub-Category(ies) or series.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders (the "Annual General Meeting") is held each year, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. The Annual General Meeting will be held on the last Business Day in June at 11.00 a.m.. If such day is not a Bank Business Day in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the preceding Bank Business Day in Luxembourg.

The notice will be sent to registered shareholders at the address given in the share register at least eight days before the date of the meeting.

The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Sub-Fund, Category, Sub-Category or series and regardless of its Net Asset Value is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Resolutions with respect to any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series will also be passed, unless otherwise required by law or provided herein, by a simple majority of the shareholders of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors. Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

To the extent required by law, notices shall, in addition, be published in the *Mémorial*, *Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors (the "directors") need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected at the Annual General Meeting of the shareholders for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify. The directors are eligible for re-election. However, a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

The directors, whose names are specified on the meeting agenda for the purposes of being proposed as directors, are elected by the meeting at the majority votes of shares present and represented. The directors, whose names are not proposed in the agenda, are elected by the meeting at the majority votes of the outstanding shares.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence, the shareholders or the Board of Directors may appoint another director and, in the absence of any director at a shareholders meeting, any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors, from time to time, may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. The Board of Directors may appoint an investment committee, which shall have an advisory function. In addition, the Board of Directors may under its own authority, assign individual managerial duties to committees, individual members of the Board of Directors or to third parties or companies. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles of incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or e-mail transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors. Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by facsimile or e-mail transmission another director as his proxy. One director may act as proxy for several other Directors.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, facsimile or e-mail transmissions or similar means.

In compliance with article 60 of the Luxembourg law of August 10, 1915, as amended, relating to commercial companies, the Board of Directors may delegate its powers of day-to-day management as well as the representation of the Company with respect to management, either to one or more directors, or to one or more individuals or legal entity(ies), that may not necessarily be directors and that may, upon approval of the board, sub-delegate their duties. The Board of Directors may give also special powers of attorney, under private or authentic form.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 16. The Board of Directors shall have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company as well as any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in compliance with applicable laws.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other Company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other Company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, associate, officer or employee of any Company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any interest opposite to the Company in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction except if such a transaction is concluded in the ordinary course

of business and on market terms, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "interest opposite to the Company", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving ING GROUP or any subsidiary or any affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 18. The Company may decide to remunerate each of the directors for his services at a rate determined from time to time by a general meeting of shareholders, and to reimburse reasonable expenses of same directors.

The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any director duly authorised or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The operations of the Company and its financial situation, including particularly its books, shall be supervised by one or several auditors, who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honorableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law. The auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successors are elected.

Art. 21. Whenever the Company shall offer shares of any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be based on the Net Asset Value adjusted, if applicable in accordance with the provisions contained in the prospectus as herein above defined for the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category and/or series plus such charges and costs as the prospectus of the Company may provide.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may decide to issue, for a given Sub-Fund, Category, Sub-Category or series of shares, which differ in respect of elements decided by the Board of Directors and specified in the prospectus.

These Categories, Sub-Categories or series of shares participate in the portfolio of the Sub-Fund in proportion to the portfolio entitlements attributable to each Category, Sub-Category and series.

The value of the total number of portfolio entitlements attributed to a particular Category, Sub-Category or series on a given Valuation Day adjusted with the value of the assets and liabilities relating to that Category, Sub-Category or series on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Category, Sub-Category or series of shares on that Valuation Day.

The Net Asset Value per share of that Category, Sub-Category or series on a Valuation Day equals the total Net Asset Value of that Category, Sub-Category or series on that Valuation Day, divided by the total number of shares of that Category, Sub-Category or series then outstanding on that Valuation Day.

Art. 22. Unless otherwise determined by the Board of Directors, the Company shall permit any shareholder to ask for the conversion of all or any of his shares into shares of another existing Sub-Fund or Category, Sub-Category or series. Conversion will be made on the Valuation Day following the receipt of the conversion request which must be confirmed in writing by way of letter or fax received in Luxembourg, stating the number and the shares of the Sub-Fund, Category, Sub-Category or series to be converted as well as whether the shares in the new Sub-Fund, Category, Sub-Category or series are to be accumulation or distribution shares (if the choice is offered), at a rate determined with reference to the Net Asset Value of the shares of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series on the applicable Valuation Day.

The Board of Directors is authorised to set a minimum conversion level for each Sub-Fund, Category, Sub-Category or series.

The rate at which all or part of the shares in a given Sub-Fund, Category, Sub-Category or series are converted to shares of another Sub-Fund, Category, Sub-Category or series is determined by means of a formula taking into account the respective Net Asset Value and applicable fees, as stated in the prospectus.

Any new share confirmation, if requested, will not be posted to the shareholder until the old share confirmation (if any) and a duly completed conversion request has been received by the Company.

Art. 23. For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price per share, the Company shall calculate the Net Asset Value of the shares of each Sub-fund, Category, Sub-Category or series (as applicable) on the

Valuation Day and under such frequency as determined by the Board of Directors from time to time, but at least once a year.

The Net Asset Value of each Sub-Fund, Category, Sub-Category or series is equal to the total assets of that Sub-Fund, Category, Sub-Category or series less its liabilities. The Net Asset Value of each Sub-Fund, Category, Sub-Category or series shall be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series (except that when there exists any state of affairs which, in the opinion of the directors, makes the determination in the currency of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series either not reasonably practical or prejudicial to the shareholders).

The Net Asset Value per Share of a Sub-Fund, Category, Sub-Category or series on a Valuation Day equals the total Net Asset Value of that Sub-Fund, Category, Sub-Category or series on that Valuation Day divided by the total number of shares of that Sub-Fund, Category, Sub-Category or series then outstanding on that Valuation Day.

When the Board of Directors has decided for a given Category of Shares to issue several Sub-Categories of Shares, the Board of Directors may decide to compute the Net Asset Value per Share of a Sub-Category as follows: on each Valuation Day the assets and liabilities of the considered Sub-Category are valued in the reference currency of such Sub-Category and divided by the number of shares outstanding in it.

Portfolio entitlements are allocated to or deducted from a particular Category on the basis of issues proceeds and/or repurchases and/or conversion proceeds of Shares of each Category, and shall be adjusted subsequently with the distribution effected as well as with their respective management complement (e.g., specific asset and liabilities attributed to and deducted from only the respective Category). The value of the portfolio entitlements attributed to a particular Category on the given Valuation Day adjusted with the value of the assets and liabilities relating exclusively to that Category on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Category of Shares on that Valuation Day. The Net Asset Value per Share of that Category on a Valuation Day equals to the total Net Asset Value of that Category on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Category then outstanding.

For the purpose of series accounting, the determination of the Net Asset Value of a series of Shares is based upon determination of the Net Asset Value of the Category. The Net Asset Value is determined by allocating the Net Asset Value of a Category among the series of Shares in that Category (prior to the determination of any performance fee) and then dividing the Net Asset Value of each series by the number of outstanding Shares therein. Shares within a series will have the same Net Asset Value per Share. A performance fee determined with respect to a particular series of Shares will be debited against the Net Asset Value of such series.

If, subsequent to the close of business on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations for an appreciable portion of the investments of a Sub-Fund, the Board of Directors may, in order to safeguard the interests of the shareholders and/or the Sub-Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

Except as otherwise provided in the prospectus for a specific Sub-Fund:

I. The assets attributable to a Sub-Fund shall be deemed to include:

(1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest not yet cashed as well as accrued interest on cash deposits until the relevant Valuation Date;

(2) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of the securities sold but not yet collected);

(3) all securities, derivatives, shares, bonds, debentures, options contracts, subscription rights and any other investments, interests, instruments and securities;

(4) all dividends and distributions due in cash or in kind to the extent known to the Company, provided that the Company may adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights;

(5) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company with respect to the Sub-Fund, except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(6) the preliminary expenses as far as the same have not been written off; and

(7) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

II. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be deemed the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

The value of all portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price in Luxembourg on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Board of Directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities as well as other permitted assets, including securities which are listed on a Stock Exchange or traded

on a regulated market, will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;

The value of securities which are not quoted or dealt in on any regulated market will be valued at the last available price in Luxembourg, unless such price is not representative of their true value; in this case, they may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;

The value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The value of the interests in investment funds shall be based on the last available valuation. Interests in Investment Funds will generally be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such Investment Funds and as described in the Company's prospectus. These valuations shall normally be provided by the respective administrator or valuation agent of the Investment Fund concerned. These valuations may be determined on an estimated or final basis, based on interim unaudited financial records of the Investment Fund. These valuations may be subject to adjustment (upwards or downwards) upon the finalisation or the auditing of such financial reports.

The Board, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset held by a Sub-Fund.

The value expressed in a currency other than the Sub-Fund reference currency will be converted at representative exchange rates ruling in Luxembourg on the Valuation Day.

In the valuation of the assets, the valuation principles set forth above may be affected by the fact that incentive fees may be calculated on the basis of the profits generated up to the applicable Valuation Day. However, as the actual amount of such fees will be based on the performance of the assets as of the end of several Valuation Days as laid down in the Company's prospectus, there is the possibility that fees actually paid may be different from those used for the calculation of the Net Asset Value at which shares were repurchased.

The valuation of the assets is based on information (including without limitation, position reports, confirmation statements, recap ledgers, etc.) which is available at the time of such valuation with respect to, but not limited to, all open futures, forward and option positions and accrued interest income, accrued management, incentive and service fees, and accrued brokerage commissions. The Board of Directors may rely upon confirmation from the clearing brokers, the portfolio managers and their affiliates in determining the value of assets held for the Sub-Funds.

III. The liabilities shall be deemed to include:

- (1) all borrowings, bills and other amounts due;
- (2) all administrative expenses due or accrued including the costs of the constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, sales, advisory (if any), custodial, paying agency and corporate and central administration agency, transfer and registrar agency charges, fees and expenses, the cost of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration and the marketing;
- (3) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company but not yet paid out;
- (4) an appropriate amount set aside for taxes due on the Valuation Day and any other provisions or reserves authorized and approved by the Board; and
- (5) any other liabilities of the Sub-Fund of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all administrative and other expenses of regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

The company constitutes a single legal entity. Notwithstanding the article 2093 of the Luxembourg Civil code and pursuant to the article 71 of the 2007 Law, the assets of one Sub-Fund are only responsible for all debts, commitments and obligations attributable to this Sub-Fund.

In this regard, if the Company incurs a liability, which relates to a particular Sub-Fund, the creditor's recourse with respect to such liability shall be limited solely to the assets of the relevant Sub-Fund.

As far as possible, all investments and disinvestments decided upon until the Valuation Day will be included in the Net Asset Value calculations. Subject to the above, the Company attributes to each Sub-Fund the assets and liabilities relating to it. The property, commitments, fees and expenses, that are not attributed to a certain Sub-Fund, Category, Sub-Category or series will be ascribed equally to the different Sub-Funds, Categories, Sub-Categories or series or if the amounts and cause justify doing so, will be prorated according to the Net Asset Value of each Sub-Fund, Category, Sub-Category or series.

The net assets of the Company shall mean the assets of the Company, as herein above defined, on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the Shares is determined. The capital of the Company shall be at any time equal to the net assets of the Company. The net assets of the Company are equal to the aggregate of the net assets of all Sub-Funds, such assets being converted into USD when expressed in another currency.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, any decision taken by the Board or by a delegate of the Board in calculating the Net Asset Value or the Net Asset Value per share, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 24. Except as otherwise provided in the prospectus of the Company, the Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and the issue, conversion and redemption of their related shares:

(a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments attributable to such Sub-Fund are quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings thereon are restricted or suspended; or,

(b) if the political, economic, military, monetary or social situation, or, if any force majeure event, independent from the Company's power and will, renders the disposal of assets impracticable by reasonable and normal means, without interfering with the shareholders' rights; or,

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or regulated market; or,

(d) if foreign exchange or capital movement restrictions make the Company's transactions impossible, or if it is impossible for the Company to sell or buy at normal exchange rates; or,

(e) as soon as a general meeting of shareholders, deciding on the winding-up of the Company, has been called; or,

(f) in case of a breakdown of the data processing used for the calculation of the Net Asset Value; or,

(g) during any period where the calculation of the Net Asset Value per share or unit of the shares or units in the underlying investment funds has been suspended and this suspension has a material impact on the Net Asset Value of the Sub-Fund and in the opinion of the Board of Directors there exists no other reasonable means of determining the value thereof.

When exceptional circumstances might negatively affect shareholders' interests, or when redemptions would exceed 10% of a Sub-Fund's net assets, the Board of Directors reserves the right to sell the necessary securities or other investments before the calculation of the Net Asset Value per share. In this case, all subscription, redemption and conversion applications without any exception will be processed at the Net Asset Value per share thus calculated after such investments are sold.

Any such suspension shall be notified to the shareholders requesting redemption or conversion of their shares and to the Luxembourg regulator. Pending subscription and redemption requests can be withdrawn after written notification as long as these notifications reach the Company before the end of the suspension. These requests will be considered on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 25. As is more especially prescribed herein below, subject to any restrictions set out by the Board of Directors for a given Sub-Fund, Category, Sub-Category or series of shares, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

However, the Company and/or each Sub-Fund may not be forced to redeem more than 10 per cent of its outstanding shares on a Valuation Day. If this level is exceeded, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Sub-Fund which shall not exceed two months. On the Valuation Days during such period, these redemption requests will be met in priority to later requests.. For the purposes of this provision, conversion requests shall be treated as redemption requests.

Any redemption or conversion request may furthermore be deferred in special circumstances if the Board of Directors considers that the implementation of the redemption or the conversion request on such Valuation Day would adversely affect or prejudice the interests of the Sub-Fund or the Company.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company. Shares may be redeemed in specie provided that the shareholder accepts such a redemption in specie, that such a redemption is not made to the detriment of the remaining shareholders and provided that the equity amongst shareholders is at all times respected. A valuation report, the cost of which is to be borne by the relevant investor, will be drawn up by the auditor according to article 26 - 1 (2) of the Law of August 10, 1915 as amended.

The redemption price shall be based on the per share Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, Category, Sub-Category or series as determined in accordance with the provisions of article 23 hereof adjusted if applicable, in accordance with the provisions contained in the prospectus less such charges, fees and costs as the prospectus of the Company may provide and reserves for contingent liabilities, as determined by the Board of Directors and shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed sixty business days from the relevant Valuation Day. Any such request must be filed by such shareholder upon the period of notice determined by the Board of Directors, and must be confirmed in writing to the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates (if issued) for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment. Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be nullified.

No redemption by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board of Directors, be for an amount of less than that of the minimum holding as determined from time to time by the Board of Directors.

If a redemption of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund, Category, Sub-Category or series below the minimum holding as the Board of Directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund Category, Sub-Category or series.

Under special circumstances affecting the interests of the Company, the Board of Directors may in turn delay a proportionate part of the payment to persons requesting redemption of shares. The right to obtain redemption is contingent upon the corresponding Sub-Fund having sufficient property to honour redemptions.

The Company may also defer payment of the redemption of shares if raising funds to pay such redemption would, in the opinion of the Board of Directors, be unduly burdensome to the corresponding Sub-Fund. The payment may be deferred until the special circumstances have ceased; redemptions price could be based on the then prevailing Net Asset Value.

The Board of Directors may subject redemptions to any restrictions it considers fit and suitable; in particular, the Board of Directors may decide that shares are not redeemable during a predetermined period, as specified in the prospectus of the Company.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January in each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Class or Category, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The Company with respect to each Class or Category has the power to distribute dividends as well as interim dividends within the limits set forth by the 2007 Law.

Art. 28. The Company will enter into a custodian agreement with a bank (the "Custodian"), which meets the requirements of the 2007 Law.

The Company's securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Custodian, which will fulfil the obligations and duties provided for by the law.

If the Custodian wants to terminate this contract, the Board shall use its best endeavours to find a company acting as Custodian and directors will designate this company as Custodian in replacement of the resigning Custodian.

Directors will have the power to put an end to the Custodian's task but will not have the power to revoke the Custodian unless its successor has been appointed conforming to this provision.

The Board of Directors cannot terminate this contract as long as no new Custodian has been appointed.

Art. 29. The liquidation of the Company will take place if the conditions stated in the 2007 Law apply.

In case the net assets of the Company fall below two thirds of the minimum level required by the 2007 Law, the Board of Directors must submit the question of the dissolution of the Company to a General Meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

If the net assets fall below one fourth of the legal minimum, the Board of Directors must submit the question of the dissolution to a General Meeting for which no quorum shall be prescribed. The dissolution may be resolved by investors holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

The meetings must be convened so that they are held within a period of 40 days as from the ascertainment that the net assets have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum as the case may be.

Furthermore, the General Meeting of Shareholders may decide to dissolve the Company under the quorum and majority conditions applicable to a change of the Articles of Incorporation.

In case of dissolution of the Company, the liquidation will be conducted by one or more liquidators named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 2007 Law.

The proceeds of liquidation of each Sub-Fund will be distributed to the shareholders in proportion to their entitlements in that specific Sub-Fund.

The sums and assets payable in respect of shares whose holders failed to claim these at the time of closure of the liquidation will be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg. These amounts will lapse if they are not claimed within the legal prescription period, which at present is thirty years. The Board of Directors may also proceed, without authorization, to liquidate a Sub-Fund if maintaining such Sub-Fund would, in the opinion of the Directors, place the Company in breach of any applicable laws, regulations or requirements of any jurisdiction, otherwise adversely affect or prejudice the tax status, residence or good standing of the Company or otherwise cause the Company or its shareholders to suffer material, financial or legal disadvantage.

The general meeting of shareholders of any Sub-Fund may, at any time and upon notice from the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented, the liquidation of a Sub-Fund.

Furthermore, in case the Net Assets of any Sub-Fund would fall below USD 10 million or the equivalent in the Sub-Fund's reference currency, and every time the interest of the shareholders of the same Sub-Fund will demand so, especially in case of a change in the economic and/or political situation, the Board will be entitled, upon a duly motivated resolution, to proceed to a compulsory redemption of all Shares of the given Sub-Fund at the Net Asset Value calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect, decreased by any charges incurred in connection with the redemption of such Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses, but without redemption fees).

The shareholders will be notified by the Board of Directors of its decision to liquidate. The net liquidation proceeds will be paid to the relevant shareholders in proportion to the shares they are holding. Liquidation proceeds which will remain unpaid after the closing of the liquidation procedure will be kept under the custody of the Custodian for a period of six months. At the expiration of this period, unclaimed assets will be deposited under the custody of the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified shareholders.

Any resolution of the Board of Directors, whether to liquidate a Sub-Fund, whether to call a general meeting to decide upon the liquidation of a Sub-Fund, will entail automatic suspension of the Net Asset Value computation of the Shares of the relevant Sub-Fund, as well as suspension of all redemption, subscription or conversion orders, whether pending or not.

The general meeting of shareholders of two or more Sub-Funds may, at any time and upon notice of the Board, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented in each Sub-Fund concerned, the absorption of one or more Sub-Funds (the absorbed Sub-Fund(s)) by the remaining one (the absorbing Sub-Fund). All the shareholders concerned will be notified by the Board of Directors. In any case, the shareholders of the absorbed Sub-Fund(s) shall be offered with the opportunity to redeem their shares free of charge during a one-month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not implemented this prerogative. Further to the closing of any merger procedure, the auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the exchange parity of the shares. It being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not implemented this prerogative.

All shareholders concerned by the final decision to liquidate a Sub-Fund or merge different Sub-Funds will be personally notified

The Company may not merge one of its Sub-Funds with a third party, Luxemburgish or not.

Art. 30. These articles of incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the shareholders of any Sub-Fund, Category, Sub-Category or series vis-à-vis those of any other Sub-Fund, Category, Sub-Category or series shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such Sub-Fund Category, Sub-Category or series as far as the shareholders of this Sub-Fund, Category, Sub-Category or series are present or represented.

Art. 31. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915, on commercial companies and amendments thereto and the 2007 Law.

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2008.

The annual General Meeting of Shareholders shall be held for the first time in 2009.

Subscription and payment

ING ALTERNATIVE ASSET MANAGEMENT LLC, prenamed fifty five shares of the DEFENSIVE sub-fund 55

Total shares 55

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately seven thousand Euro.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Resolutions of sole Shareholder

The above-named person, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions.

First resolution

The Shareholder elected as directors:

- Mr Paul Gyra, born in New Hampshire, USA on 5 July 1962, Executive Vice President, ING Alternative Asset Management LLC professionally residing at 230 Park Avenue, 14th Floor, New York, NY-10169 USA;
- Mr Robert Pontbriand, born in Mount Kisco, NY, USA on 6 January 1946, Chief Operating Officer, ING Alternative Asset Management LLC, professionally residing at 230 Park Avenue, 15th Floor, New York, NY-10169 USA;
- Mr Harold Yoon, born in Seoul, South Korea on 31 March 1965, Senior Vice President, ING Alternative Asset Management LLC professionally residing at 230 Park Avenue, 15th Floor, New York, NY-10169 USA;
- The Shareholder elected as chairman of the board of directors Mr Paul Gyra.

The term of office of these directors expire at the close of general meeting to be held in 2009.

Second resolution

The Shareholder elected as independent auditor:

- ERNST & YOUNG, L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall.

The term of office of the auditor expires at the close of the ordinary general meeting to be held in 2009.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed in L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le trente et un juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem.

A comparu:

"ING ALTERNATIVE ASSET MANAGEMENT LLC", ayant son siège social à 230, Park Avenue, New York, NY 10169, Etats-Unis d'Amérique

Ici représentée par Madame Josiane SCHROEDER, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration donnée, signée par la personne comparante et le notaire instrumentant, devra rester annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire pour arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er} . Il existe entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en la forme d'une société anonyme sous le régime de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la dénomination de "ING MULTI-STRATEGIES FUND III" (la "Société").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en tous investissements autorisés par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi de 2007") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2007.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration (le "Conseil d'Administration") des succursales ou des bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social de la Société sera représenté par des actions sans désignation de valeur nominale et sera à tout moment égal aux actifs nets de la Société tels que définis par l'Article 23 des présents Statuts.

Le capital minimum de la Société ne peut pas être inférieur à l'équivalent en US Dollars de un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000,- EUR) et doit être atteint dans les douze mois suivant l'autorisation de la Société.

Les actions de la Société sont restreintes à des investisseurs avertis en vertu de la Loi de 2007 (les "Investisseurs Éligibles" ou individuellement un "Investisseur Éligible").

Les actions seront, suivant ce que le Conseil d'Administration décidera, de différentes Classes et chaque Classe peut être composée de différentes Catégories, Sous-Catégories ou séries, et le produit de l'émission de chacune des Classes et Catégories, Sous-Catégories et séries d'actions sera placé, suivant l'article 3 ci-dessus, suivant ce que le Conseil d'Administration décidera de temps à autre pour chaque Classe, Catégorie, Sous-Catégories ou série d'actions. Pour chaque Classe d'actions, le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs qui constituera un "Compartiment" au sens de l'article 71 de la Loi de 2007. Toute référence à un Compartiment ou aux Compartiments inclut une référence à sa/leur Catégories, Sous-Catégories et / ou séries le cas échéant.

Le Conseil d'Administration peut créer à tout moment des Compartiments, Catégories, Sous-Catégories ou séries supplémentaires, pourvu que les droits et obligations des actionnaires des Compartiments, Catégories, Sous-Catégories ou séries existants ne soient pas modifiés par cette création.

Le capital initial de la Société est de cinquante-cinq mille dollars US ("USD") (55,000.- USD), entièrement libéré et représenté par cinquante cinq (55) Actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital de la Société est exprimé en USD.

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des actions supplémentaires d'un quelconque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégories ou série entièrement libérées, à un prix basé sur la Valeur Nette par action du Compartiment, catégorie, Sous-Catégorie ou série concerné, déterminée à tout moment en accord avec l'article 23 des présents statuts, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Le Conseil d'Administration peut également accepter des souscriptions moyennant un portefeuille existant, tel qu'il est prévu dans la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, à condition que les titres de ce portefeuille soient conformes aux objectifs d'investissement et aux restrictions de la Société pour le Compartiment concerné. Un rapport d'évaluation dont le coût sera supporté par l'investisseur concerné, sera établi par le réviseur conformément à l'article 26 - 1 (2) de la loi susmentionnée.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur dûment autorisé, à tout directeur de la Société, ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions, de livrer et de recevoir paiement du prix de telles actions nouvelles.

Pour déterminer le capital de la Société, les actifs nets attribuables à chaque Compartiment seront, s'ils ne sont pas exprimés en USD, convertis en USD et le capital sera égal au total des actifs nets de tous les Compartiments.

Art. 6. Pour chaque Compartiment, le Conseil d'Administration émet uniquement des actions sous forme nominative. L'actionnaire recevra une confirmation de son actionnariat.

Les actions ne seront émises que sur acceptation de la souscription et réception du prix d'achat. A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix d'achat par la Société et sans délai, les actions souscrites seront attribuées au souscripteur.

Les paiements des dividendes, le cas échéant, se feront aux actionnaires à l'adresse portée au registre des actionnaires.

Toutes les actions émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; et tel registre doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient et le montant payé pour chaque action. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actionnaires.

Tout actionnaire nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations de la Société pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée périodiquement par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire à la Société. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée périodiquement par la Société.

Si le paiement fait par un souscripteur a pour résultat l'attribution de droits sur des fractions d'actions, le souscripteur n'aura pas droit de vote à concurrence de cette fraction mais aura droit, suivant ce que la Société déterminera pour le mode de calcul des fractions, à un prorata de dividendes.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul actionnaire par action de la Société. En cas de nue-propriété et d'usufruit, la Société pourra suspendre l'exercice des droits dérivant de l'action ou des actions concernées jusqu'au moment où une personne aura été désignée pour représenter les nu-propriétaires et usufruitiers vis-à-vis de la Société. En cas d'indivision, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement, la personne qui pourra exercer de tels droits sera la personne dont le nom apparaîtra en premier sur le bulletin de souscription.

Art. 7. Lorsqu'un actionnaire peut justifier de façon satisfaisante pour la Société que sa confirmation d'actionariat a été égarée ou détruite, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir.

Dès l'émission de la nouvelle confirmation, sur laquelle il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, la confirmation originale n'aura plus aucune valeur.

Les confirmations d'actionariat endommagées ou détériorées peuvent être échangées sur ordre de la Société. Ces confirmations endommagées ou détériorées seront remises à la Société et annulées sur-le-champ.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou de la nouvelle confirmation et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancienne confirmation.

Art. 8. Le Conseil d'Administration pourra limiter ou interdire la détention à titre de propriétaire d'actions de la Société par toute personne, société ou personnalité morale si, de l'avis du Conseil d'Administration, cette propriété peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité de ses actionnaires ou à un Compartiment, une Catégorie, Sous-Catégories ou une Classe quelconque; si elle peut entraîner la violation d'une loi ou réglementation, luxembourgeoise ou étrangère; ou si cela peut entraîner pour la Société des conséquences négatives d'ordre réglementaire ou fiscal, en particulier si pour résultat, la Société peut être soumise à une Loi autre que la Loi luxembourgeoise, comprenant mais sans limitation, les lois fiscales (ces personnes, compagnies ou personnes morales que le Conseil d'Administration devra définir étant désignées ci-après comme "Personne Non Autorisée").

A cet effet, le Conseil d'Administration pourra:

(i) refuser l'émission d'actions et l'inscription de tout transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété ou la détention de ces actions à une Personne Non Autorisée; et

(ii) demander à tout moment à toute personne figurant au registre des actionnaires ou à toute autre personne qui demande à y faire inscrire un transfert d'actions, de lui fournir tous les renseignements qu'il estimera nécessaires, appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou non à une Personne Non Autorisée ou si cette inscription peut avoir comme conséquence l'attribution de la propriété de ces actions à une Personne Non Autorisée; et

(iii) refuser, lors de l'assemblée générale des actionnaires, le vote de toute Personne Non Autorisée et le cas échéant pour tout Compartiment et toute Catégorie, Sous-Catégorie ou série; et

(iv) s'il apparaît au Conseil d'Administration qu'une Personne Non Autorisée, seule ou ensemble avec d'autres, est propriétaire d'actions de la Société, il pourra lui enjoindre de vendre ses actions et de lui donner la preuve de cette vente dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'actionnaire en question ne remplit pas cette obligation, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de ses actions. Dans ce cas, la procédure suivante sera appliquée:

1. La Société enverra un second préavis (appelé ci-après "avis de rachat") à l'actionnaire apparaissant au registre des actions nominatives comme étant le propriétaire des actions; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, la manière dont sera calculé le prix de rachat et le nom de l'acheteur.

L'avis de rachat pourra être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actions nominatives. L'actionnaire en question sera obligé de remettre à la Société le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat.

Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat son nom sera rayé du registre des actions nominatives.

2. Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (appelé ci-après "prix de rachat") sera assis sur la Valeur Nette d'Inventaire par action du Compartiment concerné ou de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série concernée au jour d'évaluation déterminé par le Conseil d'Administration pour le rachat des actions de la Société qui précède immédiatement la date de l'avis de rachat conformément à l'Article 23 des Statuts (défini comme le "Jour d'Évaluation"), déduction faite des commissions y prévues.

3. Le paiement du prix de rachat au propriétaire des actions sera effectué dans la monnaie déterminée par le Conseil d'Administration pour le paiement du prix de rachat des actions de la Compartiment concerné ou de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série concernée; ce prix sera déposé par la Société auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis de rachat) après la détermination définitive du prix d'achat. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire ne pourra faire valoir de droit sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme le propriétaire des actions de recevoir le montant déposé (sans intérêts) à la banque. Au cas où le prix de rachat n'aurait pas été réclamé dans les cinq ans à compter de la date spécifiée dans l'avis de rachat, ce prix ne pourra plus être réclamé et reviendra au Compartiment, ou à la Catégorie, Sous-Catégorie ou série qui comprend le ou les Compartiment(s), ou la ou les Catégorie(s), Sous-Catégorie(s) ou série(s) d'actions concernée (s). Le Conseil aura le droit de prendre périodiquement les mesures nécessaires afin d'assurer le paiement et de l'autoriser au nom et pour le compte de la Société.

4. L'exercice par la Société des pouvoirs conféré par le présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions par toute personne, ou que la

véritable propriété des actions ait été différente de celle connue par la Société à la date d'envoi de l'avis de rachat, à la condition toutefois que dans ce cas la Société ait exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Le terme "Personne Non Autorisée" tel qu'utilisé dans les présents Statuts ne comprend ni les souscripteurs d'actions de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société tant qu'ils en ont la propriété ni les courtiers qui acquièrent des actions avec l'intention de les distribuer à l'occasion d'une émission d'actions par la Société.

Les ressortissants des États-Unis d'Amérique tels que définis dans le présent Article constituent une catégorie particulière de Personnes Non Autorisées.

Lorsqu'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée est un ressortissant des États-Unis d'Amérique et qu'elle possède des actions seule ou ensemble avec d'autres personnes, la Société peut procéder ou faire procéder au rachat immédiat de l'ensemble des actions de cet actionnaire. Dans ce cas, la Clause (iv) (1) ci-dessus ne sera pas applicable.

Le terme "R ressortissant des États-Unis d'Amérique", tel qu'il est utilisé dans les présents Statuts, signifiera tout ressortissant citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique (y inclus toute société, association ou autre entité créée ou organisée selon les lois des États-Unis d'Amérique ou d'un de ses territoires) ou les ayants droit soumis à l'impôt fédéral sur le revenu, de quelque origine qu'ils soient.

Le Conseil d'Administration pourra, de temps à autre, modifier ou clarifier la signification ci-dessus.

Le Conseil d'Administration peut à son entière et absolue discrétion postposer l'acceptation d'une demande de souscription d'actions jusqu'à ce que la Société ait reçu des preuves suffisantes que le demandeur est éligible au titre d'Investisseur Éligible. S'il apparaît à un moment donné qu'un détenteur d'actions n'est pas un Investisseur Éligible, le Conseil d'Administration peut (i) ordonner à cet actionnaire de (a) transférer ses actions à une personne autorisée à être propriétaire de ces actions ou (b) demander à la Société de racheter ses actions ou (ii) racheter par voie forcée les actions concernées conformément aux dispositions précitées dans le présent Article. Le Conseil d'Administration refusera de donner suite à un transfert d'actions et, par voie de conséquence, refusera d'inscrire au registre des actionnaires ce transfert d'actions, dans le cas où un tel transfert donnerait lieu à une situation dans laquelle les actions seraient détenues après ledit transfert par une personne ne remplissant les conditions d'Investisseur Éligible.

Outre les obligations prévues par la loi en vigueur, tout actionnaire ne remplissant pas les conditions d'Investisseur Éligible et détenant des actions dans la Société, exonérera de toute responsabilité et indemniserà la Société, le Conseil d'Administration, les autres actionnaires du Compartiment concerné ou de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série concernée et les fondés de pouvoirs de la Société pour tous dommages, pertes et dépenses résultant de circonstances ou en rapport avec des circonstances dans lesquelles l'actionnaire concerné a fourni des documents inexacts ou pouvant induire en erreur ou a fait des déclarations mensongères ou inexactes visant à établir injustement son statut d'Investisseur Éligible ou a omis d'aviser la Société de la perte de ce statut.

Art. 9. Toute assemblée des actionnaires de la Société valablement constituée représentera tous les actionnaires de la Société si les décisions devant être prises sont d'un intérêt général pour tous les actionnaires. Ces résolutions lieront tous les actionnaires de la Société indépendamment du Compartiment, de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série d'actions qu'ils détiennent. L'assemblée aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou pour ratifier les actes concernant les opérations de la Société.

Toutefois, si les décisions concernent exclusivement les droits spécifiques des actionnaires d'un Compartiment, d'une Catégorie Sous-Catégorie ou série ou s'il existe une possibilité de conflit d'intérêts entre plusieurs Classes ou Catégories, ces décisions devront être prises par une assemblée générale représentant les actionnaires de ces(cette) Compartiment (s), Catégorie(s), Sous-Catégorie(s) ou série(s).

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des actionnaires (the "Assemblée Générale Annuelle") se tiendra chaque année à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel qu'indiqué dans l'avis de convocation. L'Assemblée Générale Annuelle se tiendra lors du dernier jour ouvrable du mois de juin à 11 h 00. Si un tel jour n'est pas un jour bancaire ouvrable au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra lors du jour bancaire ouvrable précédent au Luxembourg.

L'avis de convocation sera envoyé aux actionnaires enregistrés à l'adresse figurant au registre des actionnaires au moins huit jours avant la date de la réunion.

L'Assemblée Générale Annuelle pourra se tenir à l'étranger si de l'avis souverain du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 11. Le quorum et les délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la tenue des assemblées des actionnaires à moins que les Statuts n'en disposent autrement.

Toute action, quelle que soit le Compartiment, la Catégorie, Sous-Catégorie ou série dont elle relève et quelle que soit sa Valeur Nette d'Inventaire, donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra se faire représenter aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble ou par télécopieur une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Les décisions relatives à une quelconque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série seront également prises, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, à la majorité simple des actionnaires de la Classe ou Catégorie concernée présents et votants.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée des actionnaires.

Art. 12. Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration. Un avis énonçant l'ordre du jour sera envoyé par courrier au moins huit jours avant l'assemblée à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Dans la mesure requise par la loi, l'avis sera en outre publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg, dans un journal luxembourgeois et dans tels autres journaux que le Conseil d'Administration pourra déterminer.

Par ailleurs, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir eu connaissance au préalable de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut avoir lieu sans convocation antérieure ou publication.

Art. 13. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois membres. Les membres du Conseil d'Administration (les "administrateurs") n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans lorsque leurs successeurs auront été élus. Les administrateurs sont ré-éligibles. Toutefois, un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision prise par les actionnaires.

Les administrateurs, dont les noms sont spécifiés dans l'ordre du jour de l'assemblée générale afin d'être proposés à l'élection, seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents et représentés. Tout administrateur dont le nom n'a pas été proposé dans l'ordre du jour de l'assemblée sera élu par la majorité des votes des actions en circulation.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 14. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui sera responsable de l'établissement des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le Président du Conseil d'Administration présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, l'assemblée générale ou le Conseil d'Administration pourront désigner à la majorité un autre administrateur et, dans le cas d'une assemblée générale, lorsqu'aucun administrateur n'est présent, toute autre personne pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, pourra nommer des directeurs et fondés de pouvoir de la Société dont un directeur général, un secrétaire, éventuellement des directeurs généraux adjoints, des secrétaires adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Le Conseil d'Administration pourra nommer un comité d'investissements qui aura une fonction de conseil. De plus, le Conseil d'Administration pourra de sa propre autorité accorder certains pouvoirs de gestion individuels à certains comités, membres individuels du conseil d'Administration ou à d'autres parties ou sociétés.

Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'auront pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir désignés auront les pouvoirs et les responsabilités qui leur sont attribués par le Conseil d'Administration.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télécopieur ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. Tout administrateur pourra prendre part à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle à moins d'y être autorisés expressément par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si cinquante pour cent au moins des administrateurs sont présents ou représentés lors de la réunion. Les décisions sont prises à la majorité des voix des

administrateurs présents ou représentés lors de la réunion en question. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité des voix pour et des voix contre une résolution, le président aura voix prépondérante.

Les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration seront aussi valables et exécutoires que celles prises lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul document ou sur plusieurs copies d'une même résolution et peuvent être prouvées par lettres, télécopieur ou des moyens analogues.

Conformément à l'Article 60 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, modifiée, concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à la conduite des affaires de la Société et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à un ou plusieurs administrateurs, ou à une ou plusieurs personnes physiques ou morales, qui n'ont pas besoin d'être membres du Conseil d'Administration, qui peuvent, avec l'approbation du Conseil d'Administration, sous-déléguer leurs pouvoirs. Le Conseil d'Administration pourra également accorder des procurations, sous forme privée ou authentique.

Art. 15. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou, en son absence, par l'administrateur qui aura assumé la présidence de cette réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 16. Le Conseil d'Administration a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque Compartiment ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration et les affaires, ainsi que toutes les restrictions généralement quelconques qui frapperont, de temps à autre, les investissements de la Société, en conformité avec les lois applicables.

Dans le but de réduire les charges courantes et administratives pour permettre une diversification plus large des investissements, le conseil d'administration peut autoriser l'investissement et la gestion de tout ou partie du portefeuille d'actifs établi pour deux ou plusieurs Compartiments sur une base commune, soumis à information appropriée et en conformité avec les lois applicables.

Art. 17. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec une autre société ou firme ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, ou employé.

L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, associé, directeur, ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de vote et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou autres affaires.

Au cas où un administrateur ou directeur de la Société aurait un "intérêt opposé à celui de la Société" dans quelque affaire de la Société, cet administrateur ou directeur devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part à cette affaire ou ne votera pas sur cette affaire sauf si cette affaire est conclue dans le cours ordinaire des affaires de la Société et à des termes de marché; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur ou directeur à la prochaine Assemblée des actionnaires.

Le terme "intérêt opposé à celui de la Société", tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions impliquant ING GROUP ou toutes filiales qui pourront exister de quelque manière que ce soit en rapport avec des sociétés ou entités qui seront déterminées souverainement de temps à autre par le Conseil d'Administration.

Art. 18. La Société pourra décider de rémunérer chacun des administrateurs pour ses services à un taux fixé de temps à autre par l'assemblée générale des actionnaires et de rembourser les dépenses raisonnables à ces mêmes administrateurs.

La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur ou directeur de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où, dans pareilles actions ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits auxquels il peut avoir droit dans le chef de l'administrateur, directeur.

Art. 19. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la seule signature individuelle d'un administrateur dûment autorisé à cet effet, ou par la seule signature d'un directeur de la Société dûment autorisé à cet effet, ou par la seule signature de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Art. 20. Les opérations de la société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes indépendants qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui exerceront les fonctions prescrites par la Loi de 2007. Les commissaires aux comptes seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et lorsque leurs successeurs seront élus.

Art. 21. Lorsque la Société offre des actions d'un quelconque Compartiment Catégorie, Sous-Catégorie ou série en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et vendues sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire ajustée le cas échéant conformément aux termes contenus dans le prospectus, telle qu'elle est définie pour le Compartiment, catégorie, Sous-Catégorie ou série correspondant(e) dans les présents statuts, majorée d'une commission telle que prévue dans le prospectus de la Société.

Le prix ainsi déterminé sera payable dans une période telle que déterminée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut décider d'émettre, pour un Compartiment donnée, une Catégorie, Sous-Catégorie ou série d'actions, différenciée par des éléments décidés par le Conseil d'Administration et spécifiés dans le prospectus.

Ces Catégories, Sous-Catégories ou séries d'actions participent au portefeuille du Compartiment en proportion de la part du portefeuille attribuable à chaque catégorie, Sous-Catégorie ou série.

La valeur du nombre total de la part en portefeuille attribuée à une Catégorie, Sous-Catégorie ou série particulière un Jour d'Évaluation donné ajusté à la valeur des actifs et engagements relative à cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série ce Jour d'Évaluation représente la Valeur Nette d'Inventaire totale attribuable à cette catégorie d'actions ce Jour d'Évaluation.

La Valeur Nette d'Inventaire par action de cette Catégorie, Sous-Catégories un Jour d'Évaluation est égale à la Valeur Nette d'Inventaire totale de cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série ce Jour d'Évaluation, divisée par le nombre total d'actions de cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série en circulation ce Jour d'Évaluation.

Art. 22. Sauf dans le cas où le Conseil d'Administration en décide autrement, la Société peut permettre à tout actionnaire de demander la conversion de toutes ou d'une partie de ses actions en actions d'un autre Compartiment existant ou d'une autre Catégorie, Sous-Catégorie ou série existante. La conversion sera faite le Jour d'Évaluation suivant la réception de la demande de conversion, qui doit être confirmée par écrit, par lettre ou fax, à Luxembourg, cette demande faisant état du nombre et des actions du Compartiment, de la Catégorie, de la Sous-Catégorie ou de la série à convertir ainsi que, lorsque qu'une telle possibilité est offerte, si les actions du nouveau Compartiment, de la nouvelle Catégorie, Sous-Catégorie ou série doivent être des actions de capitalisation ou de distribution. La conversion sera faite à un taux déterminé par référence à la Valeur Nette d'Inventaire des actions des Compartiments, Catégorie, Sous-Catégorie ou série concerné(e)s le Jour d'Évaluation concerné.

Le Conseil d'Administration peut fixer un seuil de conversion minimal pour chaque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série.

Le taux auquel tout ou partie des actions d'une classe ou catégorie donnée sont converties contre des actions d'une autre classe ou catégorie est déterminé au moyen d'une formule prenant en compte la Valeur Nette d'Inventaire respective et les frais applicables, tels que définis dans le prospectus.

Si une nouvelle confirmation est demandée, elle ne sera envoyée à l'actionnaire qu'après réception par la Société de l'ancienne confirmation (s'il y en avait une) et d'une demande de conversion dûment complétée.

Art. 23. Afin de déterminer les prix d'émission, de rachat et de conversion par action, la Société calculera la Valeur Nette d'Inventaire des actions de chaque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série (le cas échéant) au Jour d'Évaluation et suivant la fréquence déterminés par le Conseil d'Administration de temps à autre, mais au moins une fois par an.

La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série est égale à la valeur totale des actifs de ce Compartiment, cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série, moins les engagements qui lui sont attribuables.

La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série s'exprimera dans la devise du Compartiment, Classe et/ou Catégorie concerné (la "devise de référence") (sauf lorsqu'il existe une situation qui, de l'avis du Conseil d'Administration, rend la détermination dans la devise du Compartiment, de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série concerné(e) soit impossible soit dommageable pour les actionnaires).

La Valeur Nette d'Inventaire par action de ce Compartiment, de cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série au Jour d'Évaluation est égale à la Valeur Nette d'Inventaire totale de ce Compartiment, de cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série ce Jour d'Évaluation, divisée par le nombre total d'actions de cette Classe concernée en circulation au Jour d'Évaluation concerné.

Lorsque le Conseil d'Administration a décidé pour une Catégorie d'actions donnée d'émettre plusieurs Sous-Catégories d'actions, il peut décider d'évaluer la Valeur Nette d'Inventaire par action d'une Sous-Catégorie de la manière suivante: à chaque Jour d'Évaluation, l'actif et le passif de la Sous-Catégorie considérée sont évalués dans la monnaie de référence de cette Sous-Catégorie et divisés par le nombre d'action en circulation dans cette Sous-Catégorie.

Les droits au sein du portefeuille sont alloués ou déduits d'une Catégorie particulière sur base des procédures d'émission et/ou de rachat et/ou de conversion des actions de chaque Catégorie, et seront ajustés aussi bien à la distribution réalisée qu'avec leurs compléments d'exploitation respectifs (ex: actifs et passifs spécifiques attribués uniquement à et déduits uniquement de leur Catégorie respective). La valeur des droits attachés au portefeuille attribué à une Catégorie au Jour d'évaluation donné, ajustée à la valeur des actifs et des passifs relatifs exclusivement à cette Catégorie d'action au Jour d'Évaluation donné représente la Valeur Nette d'Inventaire totale attribuable à cette Catégorie d'actions ce Jour d'Évaluation donné. La Valeur Nette d'Inventaire par Action de cette Catégorie à un Jour d'Évaluation déterminé est égale au total de la Valeur Nette d'Inventaire de cette Catégorie ce Jour divisé par le nombre total d'actions de cette Catégorie alors en circulation.

En ce qui concerne la comptabilité des séries, la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire d'une série est effectuée à partir de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire de la Catégorie. La Valeur Nette d'Inventaire est déterminé en allouant la Valeur Nette d'Inventaire d'une Catégorie parmi les séries des Actions dans cette Catégorie (avant la détermination de toute commission de performance) et après en divisant la Valeur Nette de chaque série par le nombre d'Actions en circulations. Les Actions d'une même série ont la même Valeur Nette d'Inventaire. Une commission de performance déterminée pour une série déterminée d'Actions sera déduite de la Valeur Nette d'Inventaire d'une telle série.

Si, suite à la clôture des comptes au Jour d'Évaluation, un changement essentiel dans la cotation d'une importante partie des investissements d'un Compartiment s'est produit, le Conseil d'Administration peut, dans le but de sauvegarder les intérêts des actionnaires et/ou du Compartiment, annuler la première évaluation et établir une seconde évaluation. Toutes les demandes de souscription, de rachat et de conversion seront traitées sur base de cette seconde évaluation. Sauf stipulation contraire dans le prospectus pour un Compartiment spécifique:

I. Les actifs attribuables à un Compartiment devront comprendre:

(1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus ou courus, ainsi que les intérêts échus ou courus sur les espèces en dépôt jusqu'à la Date d'Évaluation pertinente;

(2) tous les effets et billets payables à vue et les comptes à recevoir (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);

(3) tous les titres, instruments dérivés, parts, actions, obligations, contrats d'option ou droits de souscription et autres investissements, intérêts, instruments et titres;

(4) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société en avait connaissance (sauf que la Société pourra faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);

(5) tous les intérêts échus ou courus sur les valeurs porteuses d'intérêts qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces valeurs;

(6) les frais d'établissement de la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été amortis; et

(7) tous les autres actifs autorisés de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

II. La valeur de ces actifs sera déterminée de la façon suivante:

La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance, mais non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée en entier; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant le montant que le Conseil d'Administration estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;

L'évaluation de toute valeur mobilière admise à une cote officielle ou sur tout autre marché réglementé, sera évaluée au dernier cours publié disponible à Luxembourg sur le principal marché où ces valeurs mobilières sont échangées, telles que fournies par un service d'évaluation approuvé par le Conseil d'Administration. Si ces derniers cours ne sont pas représentatifs de leur valeur réelle, ces titres ainsi que toutes les autres valeurs mobilières autorisées, y compris les valeurs mobilières admises à une cote officielle ou sur un autre marché réglementé, seront évalués en fonction de leur valeur probable de revente telle que déterminée de bonne foi par le Conseil d'Administration;

L'évaluation des valeurs mobilières qui ne sont pas négociées ou cotées sur un marché réglementé sera évaluée au dernier prix disponible à Luxembourg à moins que ce prix ne soit pas représentatif de leur valeur réelle; dans ce cas, elles seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration et sous sa direction;

L'évaluation des autres valeurs mobilières sera déterminée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration et sous sa direction conformément aux principes et procédures d'évaluation généralement admis.

La valeur des participations dans des fonds d'investissement sera basée sur la dernière évaluation disponible. En principe, les participations dans les fonds d'investissement seront évaluées conformément aux méthodes requises par les instruments régissant de tels fonds d'investissement et telles que décrites dans le prospectus de la Société. Ces évaluations seront déterminées de façon estimée ou finale sur base des rapports financiers intérimaires non-audités du fonds d'investissement, ainsi ces évaluations pourront être ajustées (à la hausse ou à la baisse) après la finalisation ou l'audit de tels rapports financiers.

Le Conseil d'Administration pourra à sa discrétion permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation, s'il estime que cette évaluation reflète mieux la valeur du marché de tout actif détenu par un Compartiment.

Les valeurs qui sont exprimées en devises autres que la devise de référence du Compartiment seront converties au taux de change en vigueur au Luxembourg au Jour d'Évaluation.

Pour l'évaluation des actifs, les principes d'évaluation décrits ci-dessus pourront être affectés par le fait que les commissions de performance peuvent être calculées sur la base des profits générés jusqu'au Jour d'Évaluation applicable. Cependant, étant donné que le montant de ces commissions sera basé sur la performance des actifs engagés à la fin de plusieurs Jours d'Évaluation tels que décrits dans le prospectus de la Société, il est possible que les commissions effectivement payées soient différentes de celles provisionnées dans le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire à laquelle les actions ont été rachetées.

L'évaluation des actifs engagés se base sur l'information (incluant sans limitation, les rapports sur les positions, les extraits de confirmation, les états récapitulatifs, etc.) disponible au moment de cette évaluation en tenant compte, de (sans être limité par) toutes les positions ouvertes en futures, contrats à terme et options, ainsi que des provisions d'intérêt, de commissions de gestion, de performance, de service et des commissions de courtage. Le Conseil d'Administration peut se baser sur la confirmation de courtiers chargés du clearing, les "Portfolio Managers" et de leurs affiliés pour la détermination de la valeur des actifs des Compartiments.

III. Les engagements de la Société comprendront notamment:

(1) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles;

(2) tous les frais d'administration, échus ou dus, comprenant les frais de constitution et d'enregistrement auprès des autorités compétentes, ainsi que les frais et dépenses relatifs aux services légaux, d'audit, de gestion, de vente, de conseil (si applicable), de dépôt, d'agent payeur et de "corporate", d'agent d'administration centrale, d'agent de transfert et de registre, les frais de publication des actes légaux, prospectus, rapports financiers et autres documents mis à la disposition des actionnaires, les frais de traduction et généralement tous les autres frais provenant de l'administration et du marketing;

(3) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature; y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;

(4) une provision appropriée pour des taxes échues à la date d'Évaluation et toute autre provision ou toutes réserves autorisées et approuvées par le Conseil d'Administration et

(5) tout autre engagement des Compartiments vis-à-vis de tiers, de quelque nature qu'il soit.

Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société tiendra compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique en les évaluant pour l'année complète ou toute autre période et en divisant proportionnellement le montant concerné pour la fraction concernée de telle période.

La Société constitue une seule et même entité juridique. Par dérogation à l'article 2093 du Code Civil luxembourgeois et conformément à l'article 71 de la Loi de 2007, les actifs d'un Compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce Compartiment.

A ce propos, lorsque la Société supporte un engagement qui est attribué à un Compartiment en particulier, le recours d'un créancier sera limité uniquement aux avoirs du Compartiment concerné.

Dans la mesure du possible, tout investissement ou désinvestissement décidé jusqu'au Jour d'Évaluation sera inclus dans les calculs de Valeur Nette d'Inventaire. En conformité avec ce qui précède, la Société attribue à chaque Compartiment les actifs et engagements qui lui reviennent. Les avoirs, engagements, charges et frais, qui ne sont pas attribués à un Compartiment particulier, à une Catégorie, à une Sous-Catégorie ou à une série particulière seront imputés à parts égales aux différents Compartiment ou aux différentes Catégories, Sous-Catégories ou séries, ou si les montants et cause le justifient, au prorata de la Valeur Nette d'Inventaire de chaque Compartiment, Catégorie, Sous-Catégorie ou série.

Les actifs nets de la Société signifieront les actifs de la Société, tels que définis ci-dessus, au Jour d'Évaluation sur base duquel est déterminée la Valeur Nette d'Inventaire des Actions. Le capital de la Société sera à tout moment égal aux actifs nets de la Société. Les actifs nets de la Société correspondent à la somme des actifs nets de tous les Compartiments, convertis en USD s'ils sont exprimés dans une autre devise.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence flagrante ou d'erreur manifeste, toute décision du Conseil d'Administration ou de tout délégué du Conseil d'Administration en matière de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire ou de la Valeur Nette d'Inventaire par action sera définitive et liera la Société et les actionnaires présents, passés et futurs.

Art. 24. Sous réserve de ce qui est prévu dans le prospectus de la Société, la Société pourra temporairement suspendre la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire d'un ou plusieurs Compartiment(s) ainsi que l'émission et le rachat et la conversion de ses actions:

(a) pendant toute période durant laquelle un marché ou une bourse de valeurs qui est le marché ou la bourse de valeurs principal où une portion substantielle des investissements de ce Compartiment est cotée, se trouve fermé (sauf pour les jours de fermeture habituels) ou pendant laquelle les échanges y sont sujets à des restrictions importantes ou suspendus; ou,

(b) lorsque la situation politique, économique, militaire, monétaire, sociale, ou tout événement de force majeure, échappant à la responsabilité ou au pouvoir de la Société, rendent impossible de disposer de ses avoirs par des moyens raisonnables et normaux, sans porter gravement préjudice aux droits des actionnaires; ou,

(c) pendant toute rupture des communications normalement utilisées pour déterminer le prix de n'importe quel investissement de la Société ou des prix courants sur un marché réglementé ou une bourse quelconque; ou,

(d) lorsque des restrictions de change ou de mouvement de capitaux empêchent d'opérer les transactions pour compte de la Société ou lorsque les opérations d'achat ou de vente des actifs de la Société ne peuvent être réalisés à des taux de change normaux; ou,

(e) dès la convocation à une assemblée générale des actionnaires au cours de laquelle la dissolution de la Société sera proposée; ou,

(f) dans le cas d'une défaillance des moyens informatiques rendant impossible le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire ou,

(g) pendant une période quelconque où le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par action ou la part des actions ou les parts dans des fonds d'investissement ont été suspendues et que cette suspension a un impact matériel sur la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment et que de l'avis du Conseil d'Administration, il n'y a pas d'autres façons raisonnables pour déterminer cette valeur.

Dans des circonstances exceptionnelles pouvant affecter négativement les intérêts des actionnaires, ou en cas de demandes de rachat supérieures à 10 % des actifs nets d'un Compartiment, le Conseil d'Administration se réserve le droit de vendre les valeurs ou autres investissements avant le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par action. Dans ce cas, les souscriptions et les demandes de rachat et de conversion sans exception seront traitées sur base de la Valeur Nette d'Inventaire par action ainsi calculée après qu'une telle vente ait eu lieu.

Une telle suspension sera notifiée aux actionnaires ayant demandé le rachat ou la conversion de leurs actions et à l'autorité luxembourgeoise de régulation. Les souscriptions et les demandes de rachats en cours peuvent être annulées par notification écrite dès lors qu'elles arrivent à la Société avant la fin de la suspension. Ces demandes seront traitées au premier Jour d'Évaluation suivant la fin de la suspension.

Art. 25. Selon les modalités fixées ci-après et sans préjudice des restrictions posées par le Conseil d'Administration pour un Compartiment, une Catégorie, une Sous-Catégorie ou une série d'actions déterminée, la Société a à tout moment le pouvoir de racheter ses propres actions dans les seules limites imposées par la loi.

Cependant, ni la Société, ni aucun Compartiment ne sera obligé de racheter plus de 10 pour cent du nombre des actions en circulation à n'importe quel Jour d'Évaluation. Si ce seuil est dépassé, le Conseil d'Administration pourra décider que tout ou partie de cette demande de rachat sera reportée pour une période inférieure à 2 mois que le Conseil d'Administration considère comme étant dans l'intérêt du Compartiment. Lors du Jour d'Évaluation suivant cette période ces demandes de rachat seront traitées en priorité par rapport aux demandes de rachat ultérieurs. Pour ce qui concerne cette disposition, les demandes de conversion seront traitées comme les demandes de rachat.

Toute demande de rachat ou de conversion pourra être reportée en cas de circonstances spéciales si le Conseil d'Administration considère que la mise en œuvre des demandes de rachat ou de conversion à ce Jour d'Évaluation aurait un impact négatif sur les intérêts du Compartiment ou de la Société.

Tout actionnaire peut demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société. Les actions peuvent être rachetées au moyen de titres en portefeuille pour autant que l'actionnaire accepte un remboursement en nature, que ce remboursement ne soit pas fait au détriment des actionnaires restants et que l'égalité des actionnaires soit maintenue à tout moment. Un rapport d'évaluation, dont le coût sera supporté par les investisseurs concernés, sera rédigé par les réviseurs d'entreprises conformément à l'article 26-1 (2) de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le prix de rachat sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire des actions de la classe ou de la catégorie concernée, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'article 23 ci-après ajustée le cas échéant conformément aux termes du prospectus, diminuée des commissions, frais et coûts tels que prévus dans le prospectus de la Société et les provisions pour les engagements subordonnés telles que déterminées par le Conseil d'Administration et sera payable au cours d'une période déterminée par le Conseil d'Administration, qui n'excédera pas soixante jours ouvrables à compter du Jour d'Évaluation concerné. Toute demande de rachat doit être présentée par l'actionnaire pendant la période prévue par le Conseil d'Administration, par écrit, au siège social de la Société à Luxembourg ou auprès d'une autre personne physique ou morale désignée par la Société comme mandataire pour le rachat des actions. La demande doit être accompagnée du ou des certificats d'actions (s'il en a été émis) en bonne et due forme et de preuves suffisantes d'un transfert éventuel. Les actions du capital de la Société rachetées par la Société seront annulées.

La demande de rachat ne peut porter sur un montant inférieur au seuil de détention minimum fixé de temps à autre par le Conseil d'Administration, sauf accord de ce dernier en sens contraire.

Au cas où une demande de rachat d'actions aurait pour effet de réduire le nombre d'actions qu'un actionnaire détient au titre d'un Compartiment, d'une Catégorie, Sous-Catégorie ou série d'actions donné en dessous du nombre minimum déterminé de temps à autre par le Conseil d'Administration, l'actionnaire en question sera censé avoir ordonné le rachat de toutes les parts qu'il détient dans ce Compartiment, cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série.

Si des circonstances spéciales affectent les intérêts de la Société, le Conseil d'Administration peut reporter une partie proportionnelle du paiement du prix de rachat aux personnes demandant le rachat de parts. Le droit au rachat est subordonné à la condition que le Compartiment concerné dispose d'avoirs suffisants pour honorer lesdits rachats. La Société peut également reporter le paiement des rachats si le fait de rassembler les liquidités pour honorer lesdits rachats constituait, de l'avis du Conseil d'Administration, un fardeau excessif pour le Compartiment concerné. Le paiement peut être reporté jusqu'à ce que les circonstances spéciales aient cessé; le prix des rachats peut être déterminé sur la base de la Valeur Nette d'Inventaire qui était alors d'application.

Le Conseil d'Administration peut procéder au rachat forcé de toutes les actions d'une classe ou catégorie en circulation s'il y est autorisé par une assemblée générale de cette classe ou catégorie, statuant à la majorité simple des actions présentes ou représentées à cette assemblée, dans tous les cas où la Société considère ce rachat nécessaire dans l'intérêt des actionnaires et de la Société. Le Conseil d'Administration peut également procéder à un tel rachat forcé, sans autorisation, dans le cas où la Valeur Nette d'Inventaire d'une classe ou catégorie spécifique tombe au-dessous d'un minimum fixé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut soumettre le rachat d'actions à toutes les restrictions qu'il jugera nécessaires ou souhaitables. Le Conseil d'Administration peut, en particulier, décider que les actions ne seront pas rachetables durant telle période qu'il détermine à l'avance, tel qu'il sera prévu dans le prospectus de la Société.

Art. 26. L'exercice social de la Société commencera le premier jour de janvier de chaque année et se terminera le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 27. L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du Conseil d'Administration pour chaque classe ou catégorie, comment affecter le revenu net annuel de l'investissement.

La Société, en ce qui concerne chaque classe ou catégorie, est autorisée à distribuer des dividendes ainsi que des dividendes intérimaires dans les limites définies par la Loi de 2007.

Art. 28. La Société conclura un contrat de dépôt avec une banque (le Dépositaire) qui doit satisfaire aux exigences de la Loi de 2007.

Toutes les valeurs mobilières, liquidités et autres avoirs permis de la Société seront détenus par ou pour le compte du Dépositaire qui assumera les obligations et devoirs prévus par la loi.

Au cas où le Dépositaire souhaiterait démissionner, le Conseil d'Administration utilisera tous ses efforts pour trouver une société pour agir comme Dépositaire et les administrateurs désigneront ainsi cette société comme Dépositaire à la place du Dépositaire démissionnaire.

Les administrateurs pourront mettre fin aux fonctions de Dépositaire mais ne pourront pas révoquer le Dépositaire à moins qu'un successeur ait été désigné conformément à cette disposition.

Le Conseil d'Administration ne peut pas mettre fin à ce contrat avant qu'un nouveau Dépositaire n'ait été choisi.

Art. 29. La liquidation de la Société aura lieu si les conditions indiquées dans la Loi de 2007 s'appliquent.

Dans le cas où les actifs nets de la Société tombent sous les deux tiers du niveau minimum requis par la Loi de 2007, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à une Assemblée Générale des Actionnaires pour laquelle aucun quorum ne sera nécessaire et pour laquelle il sera décidé à la majorité simple des Actions représentées à l'assemblée.

Dans le cas où les actifs nets de la Société tombent sous le quart du niveau minimal requis par la loi, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à une Assemblée Générale des Actionnaires pour laquelle aucun quorum ne sera nécessaire. La dissolution pourra être décidée par les investisseurs détenant un quart des Actions représentés à l'assemblée.

L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenu dans une période de quarante jours depuis la constatation que les actifs nets sont tombés sous le seuil des deux tiers ou du quart du minimum légal le cas échéant.

En outre, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de dissoudre la Société dans les conditions de quorum et de majorité applicable à une modification des présents statuts.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui statue sur la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Les opérations de liquidation seront conduites conformément à la Loi de 2007.

Les produits de liquidation de chaque Compartiment seront distribués par les liquidateurs aux actionnaires de chaque Compartiment proportionnellement à leur part dans la (les) Compartiment(s) respectif(s).

Les sommes et actifs payables concernant des Actions dont les porteurs n'ont pas réclamé le paiement au moment de la clôture de la liquidation seront déposés à la Caisse des Consignations de Luxembourg. Ces montants seront "caducs" s'ils ne sont pas réclamés dans la période de prescription légale, actuellement fixée à trente ans. Le Conseil d'Administration pourra aussi décider, sans autorisation préalable, de la liquidation d'un Compartiment si le maintien d'un tel Compartiment placerait, selon l'opinion du Conseil d'Administration, la Société en violation de toute loi, réglementation,

exigence d'une juridiction applicable, ou affecterait de manière négative le statut fiscal, la résidence ou la bonne tenue de la Société ou encore causerait à la Société ou à ses actionnaires un désavantage d'ordre matériel, financier ou juridique.

L'assemblée générale des actionnaires de n'importe quelle Classe peut à tout moment et sur avis du Conseil d'Administration décider, sans quorum et à la majorité des votes présents ou représentés, la liquidation d'une Classe.

De plus, au cas où les actifs nets d'une Classe quelconque tomberaient en dessous de USD 10 millions ou son équivalent dans la devise de référence de la Classe concernée, et chaque fois que l'intérêt des actionnaires de cette Classe le requiert, particulièrement dans le cas d'une modification de la situation politique et/ou économique, le Conseil d'Administration sera en droit, en vertu d'une résolution dûment motivée, de décider du rachat obligatoire de toutes les Actions d'un Compartiment donné à la Valeur Nette d'Inventaire calculée au Jour d'Évaluation auquel cette décision doit prendre effet, diminuée de toutes charges dépenses engagées du fait du rachat de ces Actions (en prenant en compte le prix de vente réel des investissements et des dépenses, mais sans les frais de rachat).

Les actionnaires seront avisés par le Conseil d'Administration de sa décision de liquider. Le produit net de liquidation sera payé aux actionnaires concernés à proportion des actions qu'ils détiennent. Le produit de liquidation qui n'aura pas été distribué après la clôture de la procédure de liquidation sera tenu en dépôt auprès du Dépositaire pendant une durée de six mois. A l'expiration de cette période, les avoirs non réclamés seront déposés sous la garde de la Caisse des Consignations au bénéfice des actionnaires non identifiés.

Toute résolution du Conseil d'Administration, soit de liquider un Compartiment, soit de convoquer une assemblée générale pour décider de la liquidation d'un Compartiment, entraînera la suspension automatique du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions du Compartiment concerné, de même que la suspension de tous ordres de rachat, souscription ou conversion, en suspens ou non.

L'Assemblée Générale des Actionnaires de deux ou plusieurs Compartiments peut, à tout moment et sur avis du Conseil d'Administration, décider, sans quorum et à la majorité des votes présents ou représentés dans chaque Compartiment concerné, l'absorption d'un ou de plusieurs Compartiments (le (les) Compartiment(s) absorbé(s)) dans le Compartiment restant (le Compartiment absorbant). Tous les actionnaires concernés seront avisés par le Conseil d'Administration. En tout cas, les actionnaires du (des) Compartiment(s) absorbé(s) auront la possibilité de racheter leurs actions libres de charges pendant une période d'un mois, délai qui court à partir de l'information de la décision de fusion, étant entendu qu'à l'expiration de cette période la décision de fusion engagera tous les actionnaires qui n'auront pas usé de cette prérogative. Après la clôture de toute procédure de fusion, le réviseur d'entreprises de la Société fera un rapport sur la conduite de toute procédure et il certifiera la parité de change des actions. Étant entendu qu'à l'expiration de cette période, la décision d'absorption engagera l'ensemble des actionnaires qui n'auront pas fait usage de cette prérogative. Tous les actionnaires concernés par une décision définitive de liquidation d'une Classe ou par la fusion de différentes Classes seront avisés personnellement.

La Société n'est pas autorisée à fusionner l'un de ses Compartiments avec une entité tierce, que celle-ci soit ou non luxembourgeoise.

Art. 30. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumis aux conditions de quorum et de vote requises par les lois luxembourgeoises.

Toute modification affectant les droits des actionnaires d'un quelconque Compartiment ou d'une quelconque Catégorie, Sous-Catégorie ou série par rapport à un autre Compartiment ou une autre Catégorie, Sous-Catégorie ou série sera en outre soumise auxdites exigences de quorum et de majorité dans ce Compartiment ou cette Catégorie, Sous-Catégorie ou série, pour autant que les actionnaires du Compartiment, de la Catégorie, Sous-Catégorie ou série soient présents ou représentés.

Art. 31. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des lois modifiées, ainsi qu'à la Loi de 2007.

Dispositions Transitoires

La première année sociale commence à la date de constitution et se termine le 31 décembre 2008.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra pour la première fois en 2009.

Souscription et paiement

ING ALTERNATIVE ASSET MANAGEMENT: cinquante-cinq actions du compartiment Defensive	55
Total actions	55

La preuve de tous ces paiements a été donnée, ainsi que le constate expressément le notaire soussigné.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes numéraire qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent environ à sept mille euros.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Résolutions de l'Actionnaire unique

La personne sus-indiquée, représentant le capital souscrit en entier a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire nomme comme administrateurs:

- Monsieur Paul Gyra, né le 5 juillet 1962 à New Hampshire, Etats-Unis d'Amérique, Executive Vice President, ING Alternative Asset Management LLC, résidant professionnellement à 230 Park Avenue, 14^e étage, New York, NY-10169, Etats-Unis d'Amérique;

- Monsieur Robert Pontbriand, né le 6 janvier 1946 à Mount Kisco, New York, États-Unis d'Amérique, Chief Operating Officer, ING Alternative Asset Management LLC, résidant professionnellement à 230 Park Avenue, 15^e étage, New York, NY-10169, Etats-Unis d'Amérique;

- Monsieur Harold Yoon, né le 31 mars 1965 à Seoul, Corée du Sud, Senior Vice President, ING Alternative Asset Management LLC, résidant professionnellement à 230 Park Avenue, 13^e étage, New York, NY-10169, Etats-Unis d'Amérique;

L'Actionnaire élit comme Président du Conseil d'Administration Monsieur Paul Gyra.

Les administrateurs en fonction jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2009.

Deuxième résolution

A été nommée expert indépendant:

- "ERNST & YOUNG", L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité de Syrdall.

Il restera en fonction jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale en 2009.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J. SCHROEDER, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 août 2008. Relation: EAC/2008/10426. — Reçu mille deux cent cinquante Euros (Droit fixe: 1.250,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): BOIÇA.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 06 AOÛT 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008100446/239/1347.

(080116678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2008.

ASSETS Generation Fund, Fonds Commun de Placement.

Sondervermögen, verwaltet von der SEB Fund Services S.A., mit Sitz in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 44.726.

Das Sonderreglement des ASSETS Generation Fund (Stand: August 2008) wurde beim Handelsregister hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2008101813/755/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 2008, réf. LSO-CT05622. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080120394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2008.

W & W International Funds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement vom 14. August 2008 des von der W & W Asset Management AG verwalteten W & W International Funds, ein richtlinienkonformer Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, im August 2008.

Für W & W Asset Management AG, Luxemburg

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008101851/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT04705. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080121413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2008.

Logwin Service Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 65.708.

—
Auszug aus dem Protokoll der Verwaltungsratssitzung vom 09. Juli 2008

1) Der Verwaltungsrat überträgt die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in Bezug an das Verwaltungsratsmitglied Ingo BLOCK.

Für die tägliche Geschäftsführung wird die Gesellschaft verpflichtet durch die alleinige Unterschrift von Herrn Ingo BLOCK (administrateur-délégué).

Das Mandat von Herrn Ingo BLOCK endigt am Ende der ordentlichen Gesellschafterversammlung, die im Jahre 2009 (zweitausendundneun) abgehalten wird.

2) Der Verwaltungsrat überträgt die tägliche Geschäftsführung für den Bereich Buchhaltung an das Verwaltungsratsmitglied Frau Stefanie BRITZ.

Für die tägliche Geschäftsführung im Bereich Buchhaltung wird die Gesellschaft verpflichtet durch die gemeinsamen Unterschriften von Frau Stefanie BRITZ und eines anderen Verwaltungsratsmitgliedes.

Das Mandat von Frau Stefanie BRITZ endigt am Ende der ordentlichen Gesellschafterversammlung, die im Jahre 2009 (zweitausendundneun) abgehalten wird.

Grevenmacher, den 09. Juli 2008.

Gezeichnet: S. BRITZ, I. BLOCK, J. PFLÜGER.

FÜR GLEICHLAUTENDEN AUSZUG, der Gesellschaft auf Stempelpapier auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 24. Juli 2008

Gezeichnet: J. GLODEN.

Enregistré à Luxembourg - Sociétés, le 6 août 2008, Référence: LSO CT/02452. — Reçu (€):

Droit d'Enregistrement : 12,- €

Droit de timbre : 0,- €

Total : 12,- €

Le Receveur (signé): G. REULAND.

FUER GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT, der Gesellschaft auf stempelfreiem Papier auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 07. August 2008.

Joseph GLODEN.

Référence de publication: 2008102352/213/34.

(080119595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2008.

Aurora Multistrategy, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des Fonds Aurora Multistrategy, welcher von HSBC Trinkaus Investment Managers SA (B31630) verwaltet wird und den Bestimmungen des Teils I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. August 2008.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Unterschriften

Référence de publication: 2008102235/705/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT04605. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080122081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2008.

ASSENAGON II Commodity Diversified, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungs- und Sonderreglement des ASSENAGON II Commodity Diversified a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

ASSENAGON ASSET MANAGEMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2008103873/8912/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2008, réf. LSO-CS09814. - Reçu 147,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080107880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2008.

VCH, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen VCH wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den VCH ist das Verwaltungsreglement, das am 22. August 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. veröffentlicht wurde, integraler Bestandteil.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des Fonds VCH, das am 28. Juli 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 28. Juli 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008100242/1346/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 août 2008, réf. LSO-CT04802. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080118167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2008.

Adcirculum, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 01. Juni 2008 für den ADCIRCULUM wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg im August 2008.

Wallberg Invest S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008101788/9077/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 2008, réf. LSO-CT06010. - Reçu 74,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080120403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2008.

EPF Specks Hof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.692.

Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication

EPF Specks Hof S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008098935/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10778. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Gardian S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 66.691.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31/07/2008.

Pour Gardian S.A.

Luxembourg International Consulting S.A.

Signature

Référence de publication: 2008098864/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11415. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

EPF Holdings 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 121.714.

Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication

EPF Holdings 6 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008098931/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10740. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

BOC Frankfurt GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.643.

Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication
BOC Frankfurt GP S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008098933/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10766. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

EPF Fronhofer Galeria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.705.

Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication
EPF Fronhofer Galeria S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008098934/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10780. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

CS Nordic Retail No.1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 128.983.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise par l'actionnaire unique de la Société du 21 juillet 2008 que l'actionnaire unique confirme que le mandat de M. Eric Magrini et de M. Philippe Toussaint en tant qu'administrateurs de la Société de la catégorie B est échu depuis le 1^{er} novembre 2007.

Il résulte de la même résolution que les nominations (i) de M. David Charles Cunnington, comptable, né le 18 août 1974 à Solihull, Royaume-Uni, domicilié professionnellement au 4th Floor, 57 Berkeley Square, Londres W1J 6ER, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur de la Société de la catégorie A et (ii) de M. Michael Chidiac, administrateur, né le 29 juin 1966 à Beirut, Liban, domicilié professionnellement au 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société de la catégorie B, ont été confirmées pour autant que de besoin à partir du 1^{er} novembre 2007.

Il résulte de la même résolution que la nomination de M. Mark Houston, comptable, né le 22 décembre 1970 à Dunfermline, Royaume Uni, avec adresse professionnelle au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société de la catégorie A à partir du 8 janvier 2008 a été confirmée pour autant que de besoin.

L'actionnaire unique de la Société confirme qu'entre le 1^{er} novembre 2007 et le 7 janvier 2008, le conseil d'administration de la Société a été composé par M. David Charles Cunnington, comme administrateur de la catégorie A et par M. Michael Chidiac comme administrateur de la catégorie B.

Il résulte de la même résolution que la nomination de Godfrey Abel, comptable, né le 2 juillet 1960 à Brixworth, Royaume Uni, domicilié professionnellement au 30, rue de Crecy, L-1364 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société de la catégorie B à partir du 18 avril 2008 a été confirmée pour autant que de besoin.

Le mandat de tous les administrateurs, sauf renouvellement de leur mandat, prend fin à l'assemblée générale ordinaire de la Société qui se tiendra en 2012.

Depuis le 18 avril 2008 le conseil d'administration se compose comme suit:

Administrateurs de catégorie A:

- M. David Cunnington; et
- M. Mark Houston

Administrateur de catégorie B:

- M. Michael Chidiac; et

- M. Godfrey Abel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008098937/260/40.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00244. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Security Capital (EU) Management Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 51.782.

Following the annual general shareholders' meeting of the Company held on 1 July 2008 the following persons have been appointed as directors of the Company:

- Olivier Piani
- Shaun O'Connor
- Michael Rowan

Therefore, the board of directors of the Company is composed as follows:

- Olivier Piani
- Shaun O'Connor
- Michael Rowan

The terms of their appointment will lapse at the next annual general meeting convened to approve the accounts in respect of the financial year which will end at 31 December 2008.

The meeting appointed PricewaterhouseCoopers S.à r.l. as auditor of the Company in order to approve the accounts of the financial year which will end at 31 December 2008.

The Company is bound by the sole signature of any director.

On behalf of Security Capital (EU) Management Holdings S.A.

Signature

By proxyholder

Suit la traduction en français du texte qui précède

Suite à l'assemblée générale ordinaire de la Société du 1^{er} juillet 2008, les personnes suivantes ont été nommées en tant qu'administrateurs de la Société:

- Olivier Piani
- Shaun O'Connor
- Michael Rowan

Ainsi, le conseil d'administration de la Société est composé comme suit:

- Olivier Piani
- Shaun O'Connor
- Michael Rowan

Leur mandat est valable jusqu'à l'assemblée générale ordinaire convoquée en vue de l'approbation des comptes relatifs à l'année fiscale venant à terme le 31 décembre 2008.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., en tant que réviseur d'entreprises agréé, a été prolongé par l'assemblée générale jusqu'à l'assemblée générale ordinaire convoquée en vue de l'approbation des comptes relatifs à l'année fiscale venant à terme le 31 décembre 2008.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle d'un administrateur.

97674

Pour Security Capital (EU) Management Holdings S.A.

Signature

Par *procuration*

Référence de publication: 2008098954/250/45.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2008, réf. LSO-CS11767. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Matrix St Etienne Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.592.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 juin 2008

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Monsieur ZWART Antonius (Ton) de sa fonction de Gérant et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

* Mademoiselle Lucinda Clifton-Bryant, née le 18 octobre 1977 à Aachen, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 04/07/2008.

Pour extrait analytique conforme

Jacques de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008098997/710/21.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2008, réf. LSO-CS05317. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

EPF Frankfurt I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 116.717.

—
Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication

EPF Frankfurt 1 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008098928/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10776. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Matrix La Gaude Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 90.911.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 juin 2008

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Monsieur ZWART Antonius (Ton) de sa fonction de Gérant et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

* Mademoiselle Lucinda Clifton-Bryant, née le 18 octobre 1977 à Aachen, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 04/07/2008.

Pour extrait analytique conforme

Jacques de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008098998/710/21.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2008, réf. LSO-CS05327. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

HBP Muelheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.748.

Il est à noter que Monsieur Steven Greenspan, administrateur de la Société, a changé d'adresse et réside désormais au 245 Park Avenue, 10167 New-York, Etats-Unis.

Pour Extrait et Publication

HBP Muelheim S.à r.l

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008098927/5499/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10773. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Matrix German Portfolio No 1 Dusseldorf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.076.

Extrait des résolutions des associés prises en date du 2 juin 2008

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Monsieur ZWART Antonius (Ton) de sa fonction de Gérant et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

* Mademoiselle Lucinda Clifton-Bryant, née le 18 octobre 1977 à Aachen, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 04/07/ 2008.

Pour extrait analytique conforme

Jacques de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008098999/710/21.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2008, réf. LSO-CS05319. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Sapphire Lyon 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.792.

Change of Domiciliation / Change of Board

Hiermit erkläre ich,

(1) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 23. Januar 2008 eine Sitzänderung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Der Sitz wurde von:

1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

nach:

34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

verlegt.

(2) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 23. Januar 2008 ein Wechsel der Geschäftsführung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Folgende Geschäftsführerin wurde abberufen:

- TMF Corporate Services S.A., 1. allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, eingetragen im R.C.S. Luxembourg unter B 84.993.

Folgende Geschäftsführer wurden ernannt:

- M. William Gilson, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

- M. Eric Bley, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

- Thorsten Steffen, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

(3) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 25. Februar 2008 ein Wechsel der Geschäftsführung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Folgender Geschäftsführer wurde abberufen:

- M. Eric Bley, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Folgender Geschäftsführer wurde ernannt:

- M. Mark Phillips, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Bitte tragen Sie die Änderung in das RCS-Register ein und veröffentlichen Sie sie.

Luxemburg, den 22. Juli 2008.

Sabine Hahn

Company Secretary

Référence de publication: 2008099034/649/37.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS13020. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Sapphire Actipark 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.800.

Change of Domiciliation / Change of Board

Hiermit erkläre ich,

(1) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 23. Januar 2008 eine Sitzänderung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Der Sitz wurde von:

1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

nach:

34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

verlegt.

(2) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 23. Januar 2008 ein Wechsel der Geschäftsführung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Folgende Geschäftsführerin wurde abberufen:

- TMF Corporate Services S.A., 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistré im R.C.S. Luxembourg unter B 84.993.

Folgende Geschäftsführer wurden ernannt:

- M. William Gilson, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- M. Eric Bley, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- Thorsten Steffen, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

(3) dass ausweislich der Circular Board Resolutions vom 25. Februar 2008 ein Wechsel der Geschäftsführung von den Geschäftsführern von AFRP S.à r.l. als alleinige Anteilseignerin beschlossen worden ist:

Folgender Geschäftsführer wurde abberufen:

- M. Eric Bley, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberte, L-1930 Luxembourg.

Folgender Geschäftsführer wurde ernannt:

- M. Mark Phillips, Geschäftsadresse: 34, avenue de la Liberte, L-1930 Luxembourg.

Bitte tragen Sie die Änderung in das RCS-Register ein und veröffentlichen Sie sie.

Luxemburg, den 22. Juli 2008.

Sabine Hahn
Company Secretary

Référence de publication: 2008099033/649/37.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS13019. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Friends Provident International Global Investment Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 63.104.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Friends Provident International Global Investment Portfolio, décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx en date du 22 mars 2006, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé en date du 31 mars 2006.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 30 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008099023/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2008, réf. LSO-CS10602. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Amandalay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 133.612.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 30 juin 2008 que:

- L'assemblée a décidé de transférer le siège social de L-1210 Luxembourg, 23, rue Nicolas-Ernest Barblé, à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008099011/1123/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00179. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

PPCP II Co-Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 82.606.

—
EXTRAIT

Il résulte de la Résolution de l'Associé unique datée du 14 juillet 2008 que la démission de Mademoiselle Virginie Delure en tant que gérant est acceptée avec effet immédiat.

Monsieur Bart Zech, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, a été nommé gérant avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008099002/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2008, réf. LSO-CS10138. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Poya Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 108.065.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 30 juin 2008 que:

- L'assemblée a décidé de transférer le siège social de L-1371 Luxembourg, 117, Val Ste Croix, à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008099008/1123/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00174. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Togna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 115.016.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 30 juin 2008 que:

- L'assemblée a décidé de transférer le siège social de L-1371 Luxembourg, 117, Val Ste Croix, à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008099009/1123/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00183. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Matsucom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 19.249.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 27 juin 2008 que:

- L'assemblée a décidé de transférer le siège social de L-1371 Luxembourg, 117, Val Ste Croix, à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008099016/1123/17.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2008, réf. LSO-CT00159. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Russian Mortgage Backed Securities 2006-1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 112.785.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

TMF Management Luxembourg S.A.
Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2008099045/805/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12050. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

MGP Twist S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 122.289.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour MGP Twist S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2008099053/3648/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12355. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Jack (Cologne 21) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 999.025,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 114.139.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour Jack (Cologne 21) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008099057/3648/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12354. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

MGP Mahuta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.262.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour MGP Mahuta S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008099058/3648/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12356. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

MGP Idaho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.110.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour MGP Idaho S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008099059/3648/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2008, réf. LSO-CS12360. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080114191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.

Skuld Re II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 45.068.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008099107/4685/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12928. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080113825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2008.
